

LA CROISSANCE N'A PAS ÉTÉ RÉANIMÉE EN 2024...



Par Olivier Berruyer • 09/01/2025 • Économie

Le PIB et la croissance de la France 3ème trimestre 2024

L'économie ne se remet pas du récent choc inflationniste pendant lequel les revenus de beaucoup de travailleurs n'ont pas suivi l'évolution des prix. Dès lors, les trimestres se suivent et se ressemblent. La santé économique des Français s'est donc dégradée, avec des répercussions sur une économie française qui est difficilement parvenue à afficher une croissance de +0,4 % au troisième trimestre 2024, notamment grâce à un effet « Jeux olympiques ». Dans le même temps, notre gouvernement avait convenu avec Bruxelles de diminuer son soutien à l'économie – les 10 milliards d'économies annoncées par l'ancien Premier ministre Bruno Le Maire n'étaient qu'un début, 10 autres milliards de coupes budgétaires se profilent déjà, comme [l'a confirmé Standard & Poor's](#). La situation devrait donc continuer à se détériorer dans les prochains mois, dans un contexte de crises internationales compliquées et de climat politique et social pour le moins chaotique. Qu'avons-nous à craindre pour notre pouvoir d'achat et nos emplois ? Analyse.

- 1- +0,4 % : une légère hausse de la croissance
- 2- Le PIB par habitant dépasse à peine celui de 2019
- 3- Une croissance soutenue par la demande intérieure
- 4- Exportations et importations en recul
- 5- Décroissance de la construction et de l'agriculture
- 6- Les dividendes ont terminé leur forte croissance

7- Le pouvoir d'achat en berne

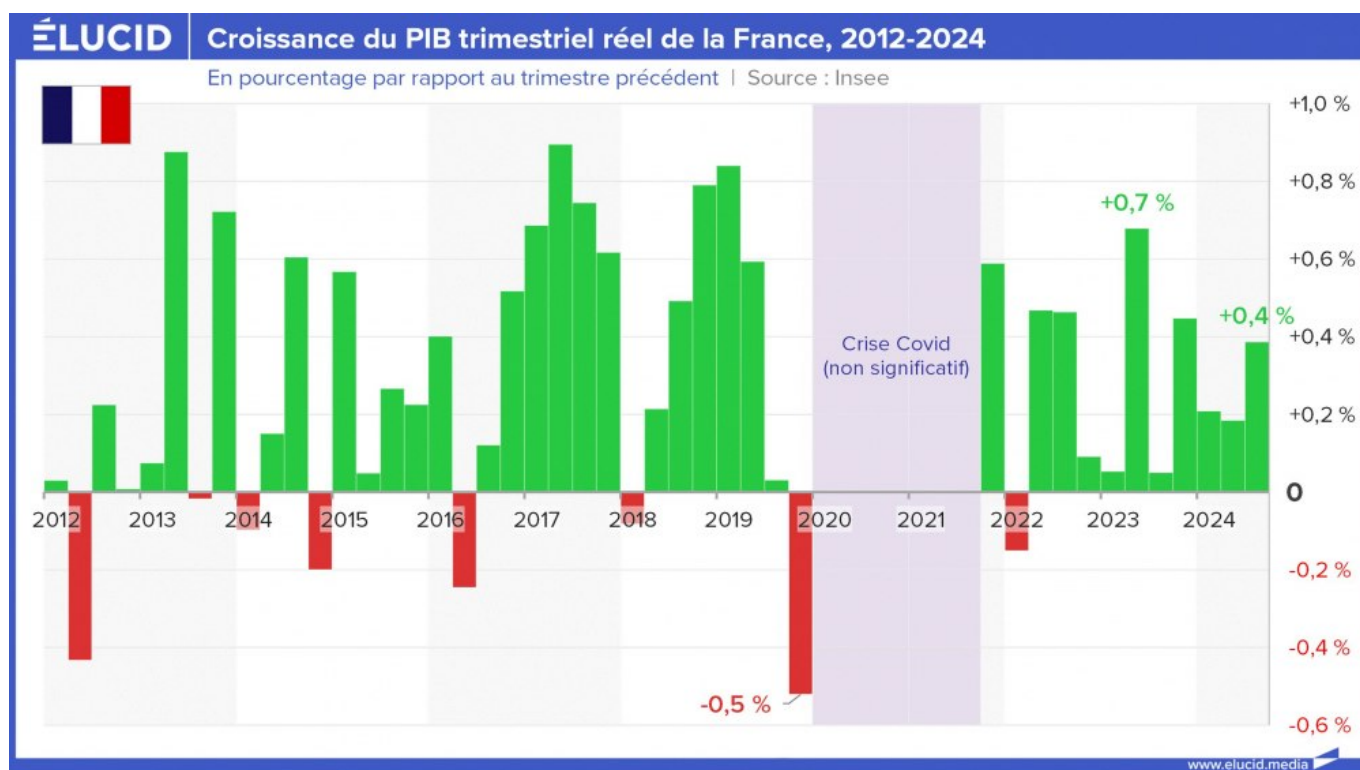
Ce qu'il faut retenir

Cette analyse graphique originale d'Olivier Berruyer pour Éluclid est une mise à jour de notre suivi régulier et actualisé des grands indicateurs économiques.

Rappelons tout d'abord que le fameux PIB (**Produit Intérieur Brut**) est un indicateur économique qui mesure la production économique, c'est-à-dire la valeur de tous les biens et services produits. Souvent décrié – et pour [de très bonnes raisons](#) – pour son utilisation en tant que principal indicateur économique, le PIB offre cependant une bonne vision de la production économique de la France, et donc de l'évolution corrélative de nos revenus et de notre pouvoir d'achat.

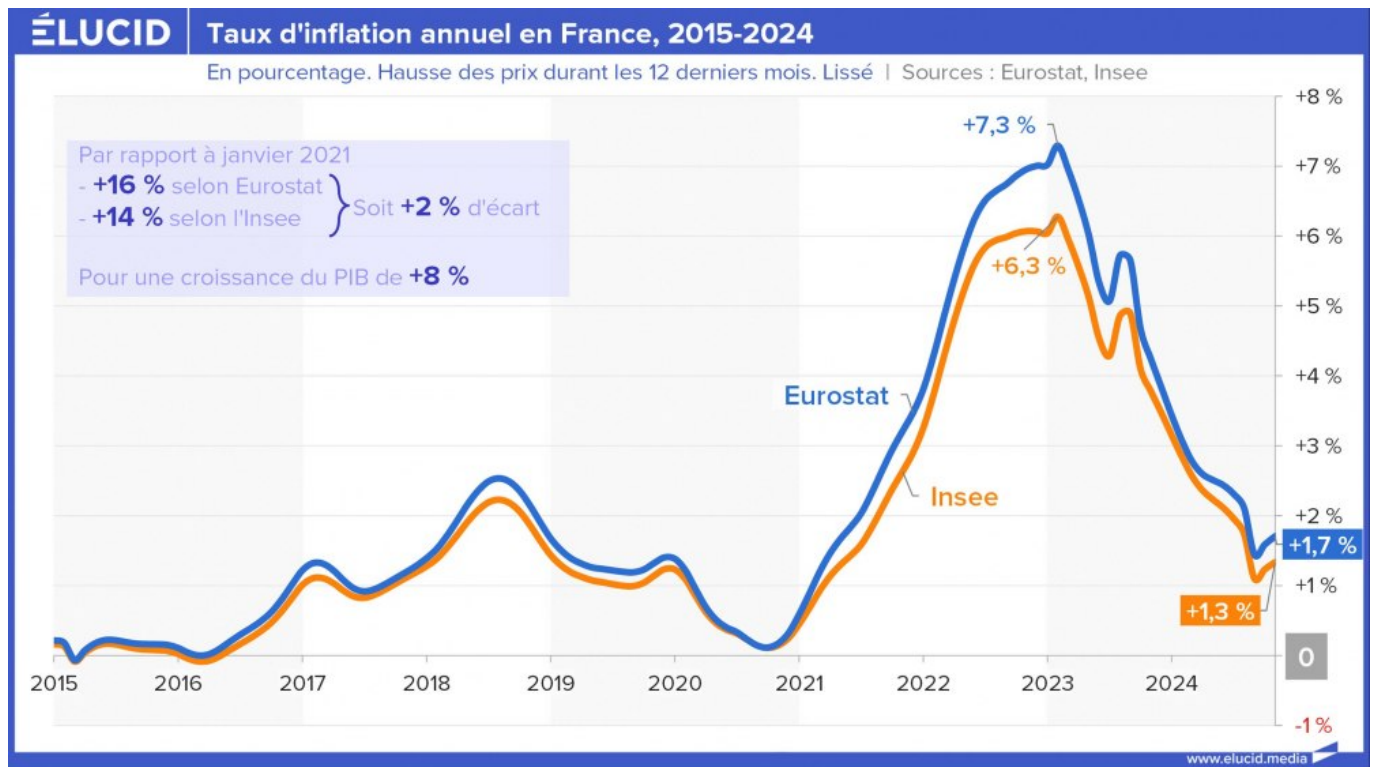
+0,4 % : une légère hausse de la croissance

Après deux trimestres décevants, **le PIB a rebondi et est annoncé en hausse de +0,4 % au 3^e trimestre 2024**, notamment sous l'effet des Jeux olympiques.

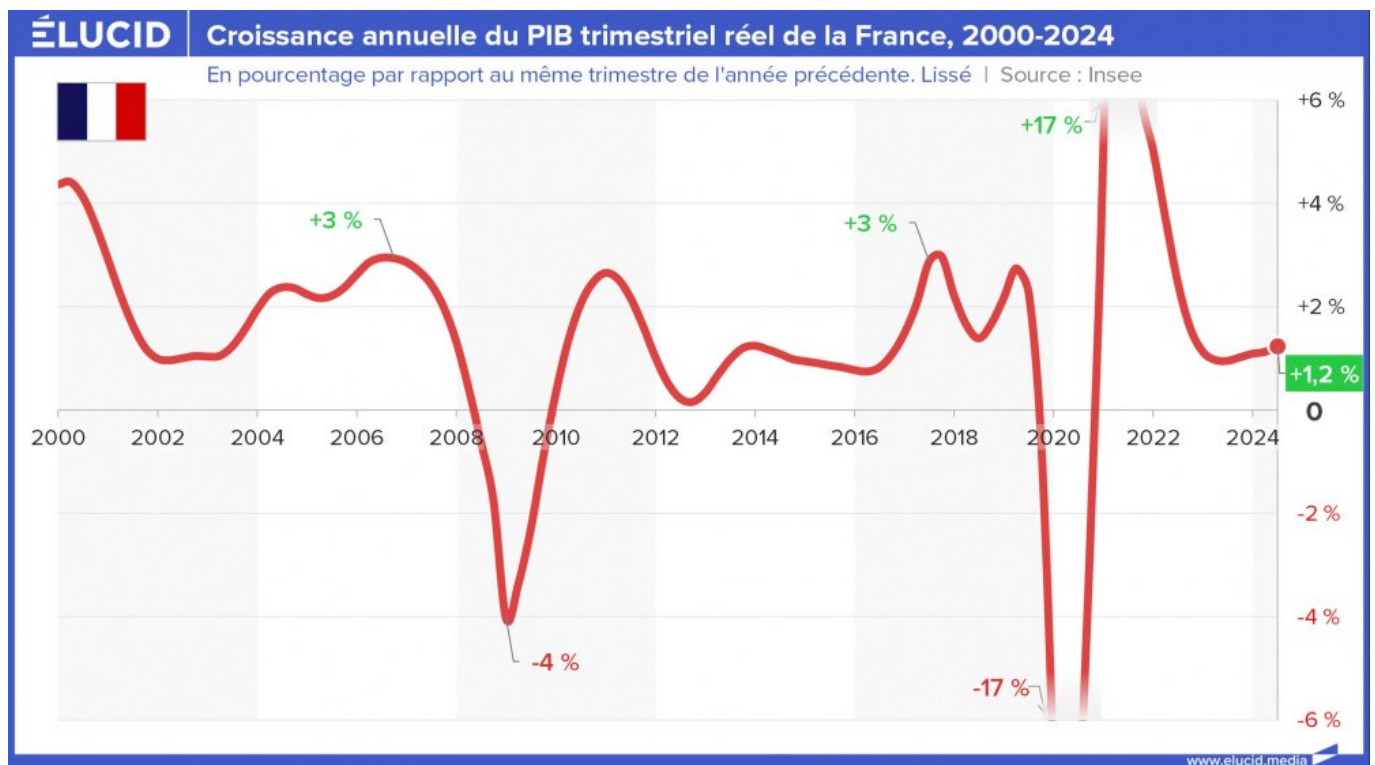


Rappelons que ces chiffres sont calculés avec le controversé indice des prix de l'Insee, mais que celui d'Eurostat, à la méthode de calcul harmonisée en Europe, lui est quasiment toujours supérieur. L'écart entre ces deux évaluations de la même inflation depuis 2021 atteint 2 %, pour une croissance totale durant cette période de +8 %. Il y a donc **une incertitude sur le quart de la valeur de la croissance réelle** (qui se calcule sous déduction de l'inflation) de ces 4 dernières

années, ce qui est colossal.



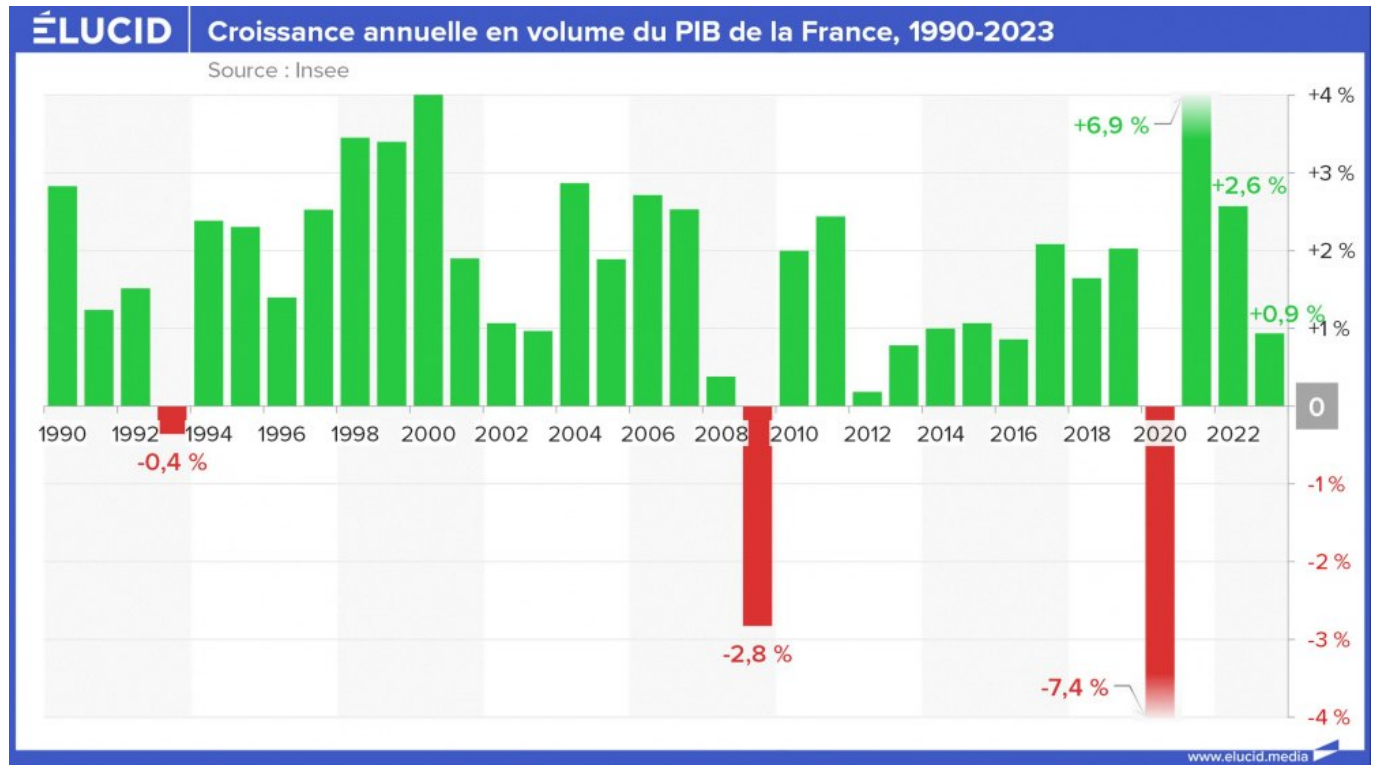
Au final, selon l'Insee, après le choc de la crise Covid, la croissance sur un an se stabilise autour des **+1 % par an**.



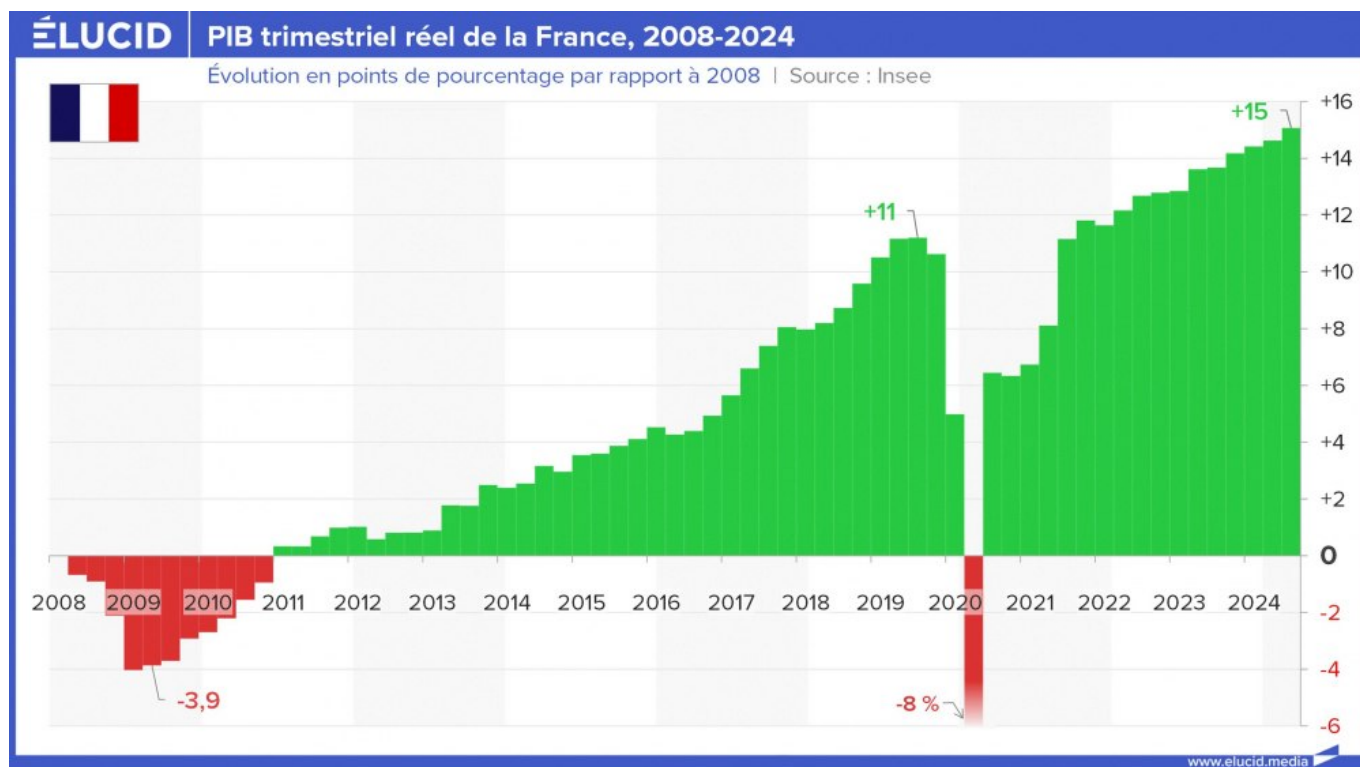
Il y a donc clairement « une panne » du PIB français, qui semble « caler » à un niveau moindre que son niveau de 2017-2019. Si une faible croissance ou une décroissance est évidemment une

bonne nouvelle pour la Planète, cela pose d'importants problèmes économiques et sociaux (chômage, pouvoir d'achat, pauvreté), puisque **les gouvernements s'obstinent à ne pas adapter l'économie aux objectifs environnementaux** (qui est en outre une réalité inévitable à terme pour des raisons physiques), pour créer un système qui permettrait une **prospérité sans croissance**.

La croissance totale pour l'année 2023 s'était établie à +0,9 %, contre +2,5 % en 2022.



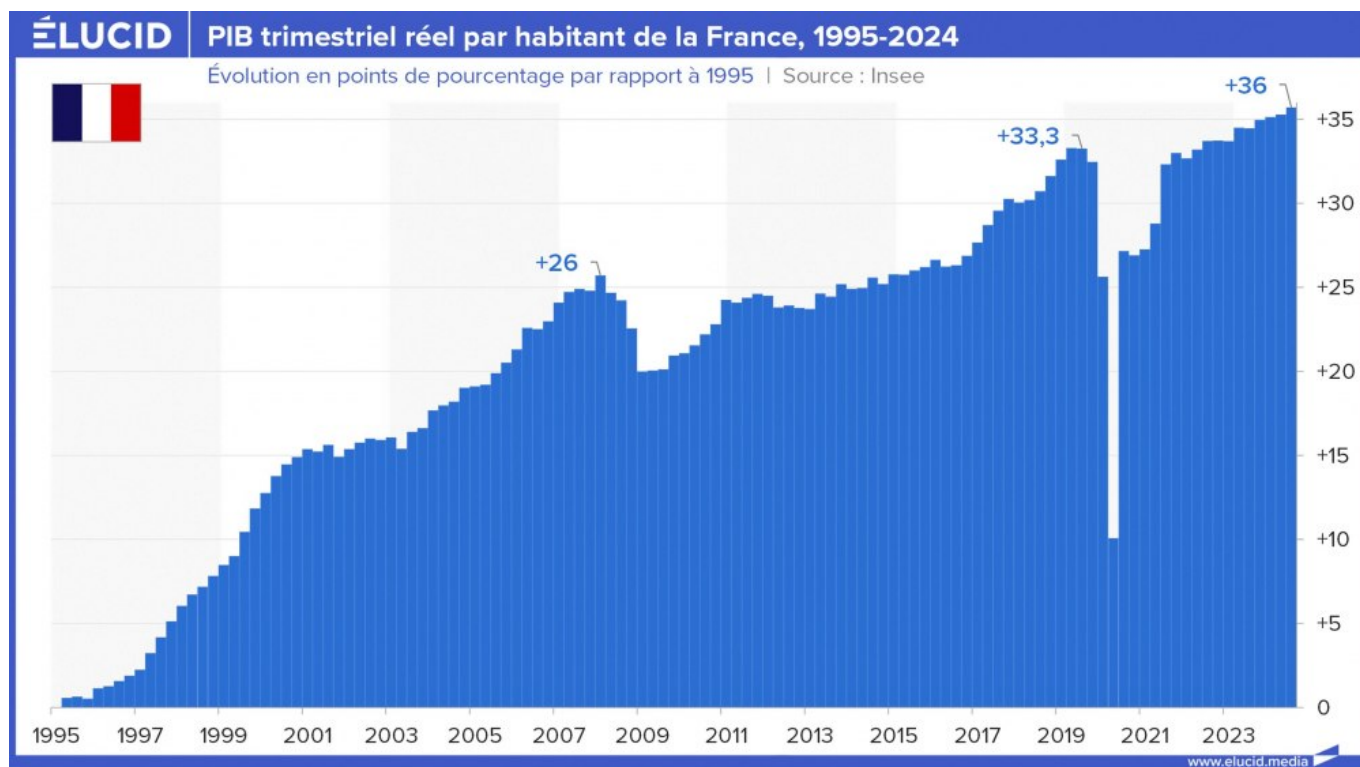
Après le rebond post-Covid, cette croissance faible montre que l'économie n'arrive pas à se remettre de la crise inflationniste. **La perte de production (et donc de pouvoir d'achat) par rapport à la tendance 2016-2019 est très importante.**



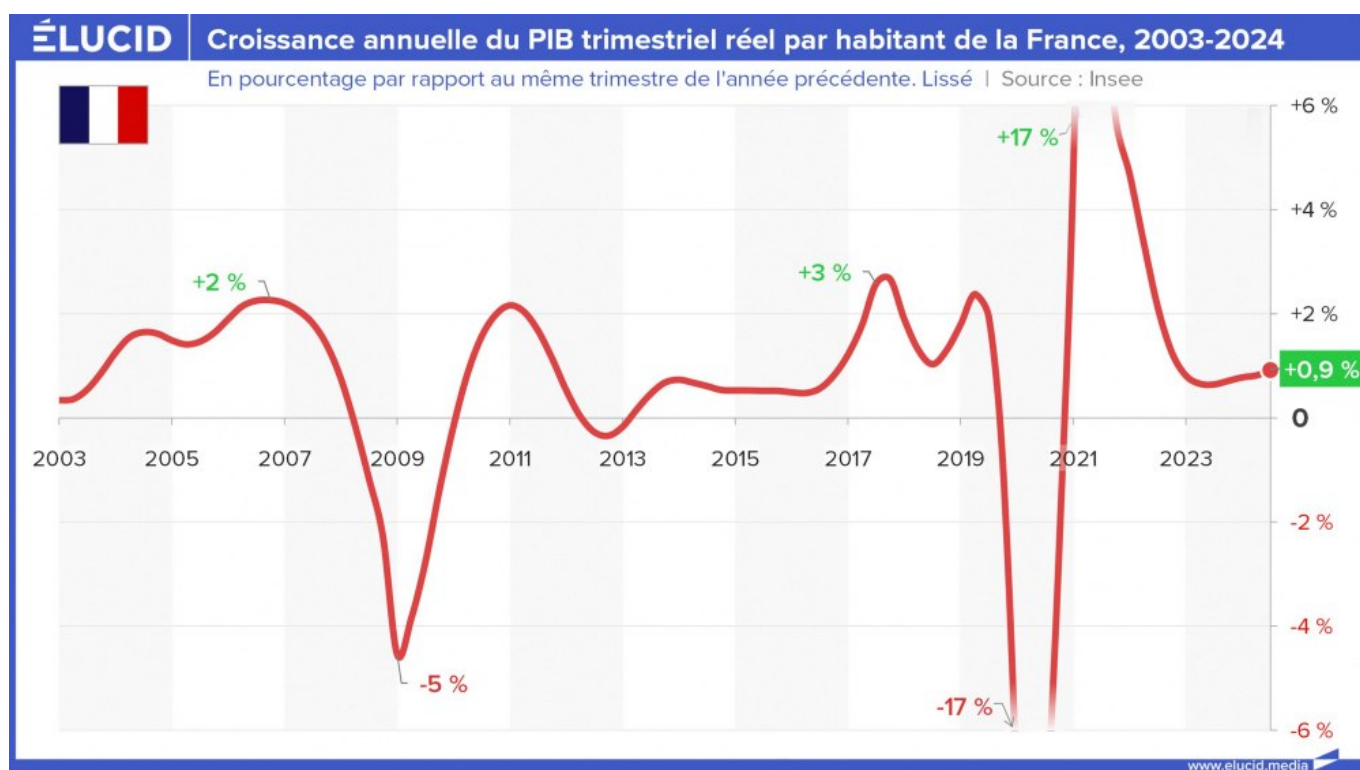
Le PIB par habitant en 2023 dépasse à peine son niveau de 2019

Le recours au PIB trimestriel par habitant permet de mieux analyser l'évolution du niveau de vie moyen. Il est en effet important de tenir compte de la croissance démographique : si le PIB augmente de +1 % et que la population augmente de +2 %, la richesse par habitant baisse en réalité de -1 %, car la croissance est trop faible.

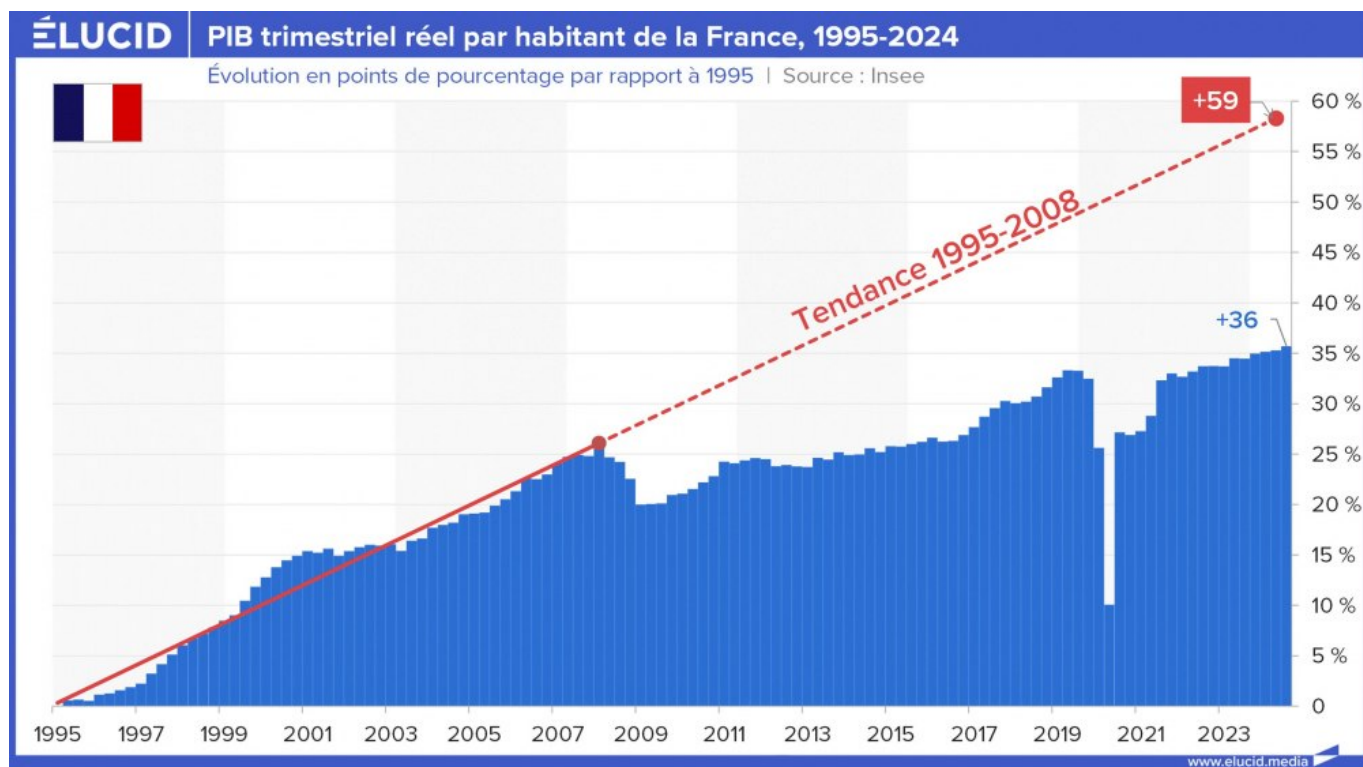
C'est pour cette raison que, contrairement au PIB du pays, **le PIB trimestriel par habitant dépasse à peine son niveau d'avant crise** du deuxième trimestre 2019, où il était à son plus haut historique : il y a eu **5 ans presque sans croissance**, avec les conséquences que l'on connaît sur le pouvoir d'achat et la dette publique.



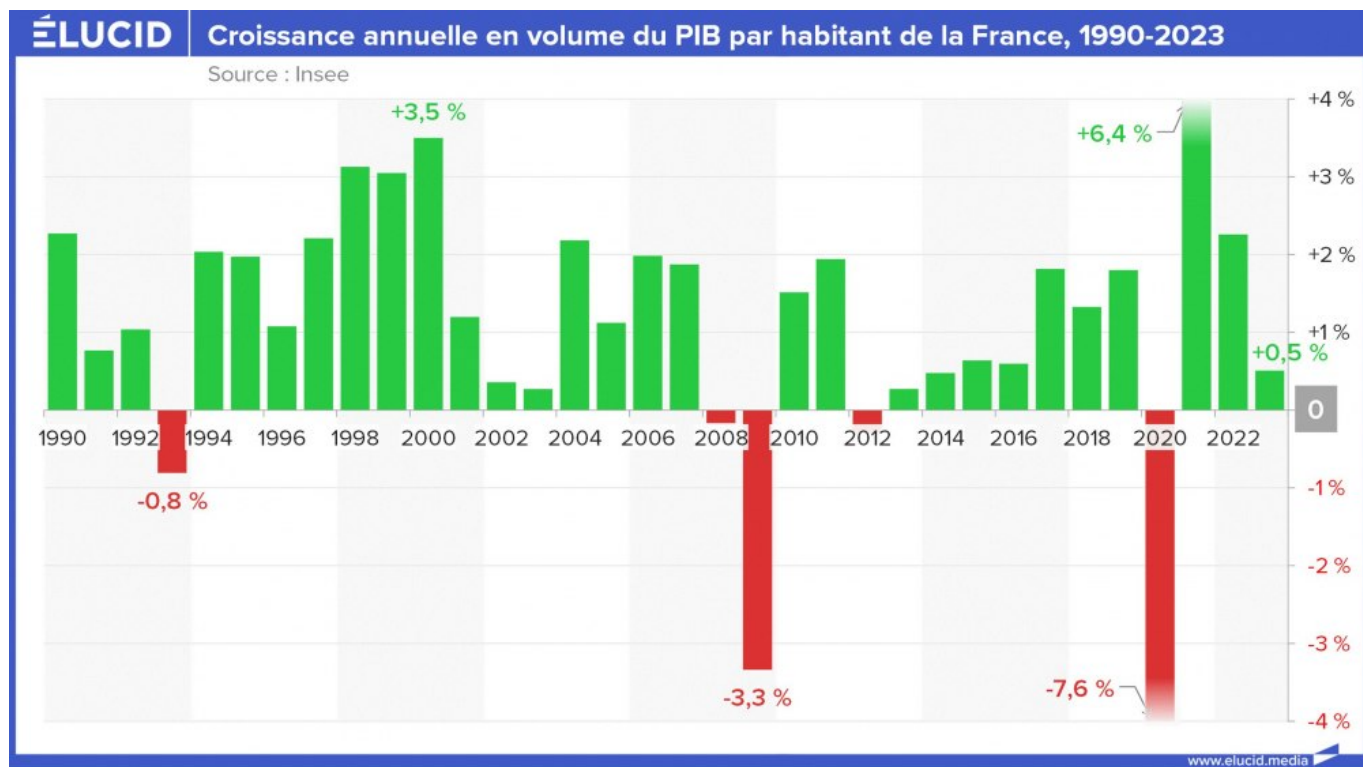
Sans surprise, puisque notre pays connaît toujours une croissance démographique, la croissance sur un an du PIB par habitant est plus faible que celle du PIB, et s'établit à peine à **+0,9 %**.



On est très loin du niveau qu'aurait atteint le PIB si la très forte croissance de la période 1995-2007 s'était maintenue : le PIB devrait être supérieur de 20 % environ. Cela confirme bien que, **compte tenu de notre niveau de développement, il est illusoire de penser maintenir une croissance élevée sur une longue période.**



Pour mémoire, sur toute l'année 2023, le PIB par habitant a crû de **+0,5 %** (contre +2,2 % en 2022), soit 0,4 point de moins que le PIB. Mais **une partie de cette croissance est probablement « fictive », à cause d'une sous-estimation de l'inflation.**



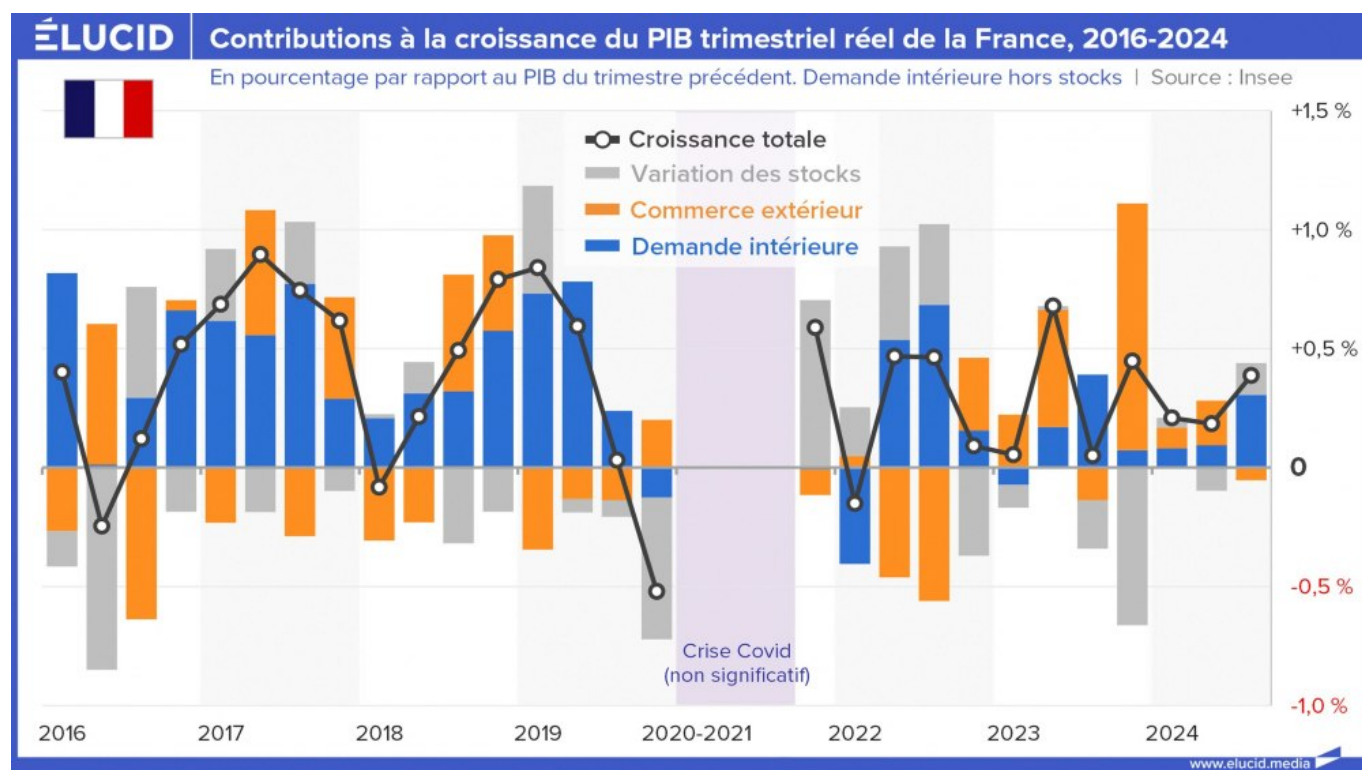
Une croissance pour une fois soutenue par la demande intérieure

L'analyse des contributions à la croissance du PIB (c'est-à-dire au montant de croissance totale

que chaque poste a généré) permet de constater que **la demande intérieure** (hors stocks) **a rebondi** au 3^e trimestre 2024 : elle a alimenté la croissance à hauteur de **+0,3 point** de pourcentage. C'est une mauvaise nouvelle qui montre bien que **l'économie est quasiment en panne** ; la demande n'a augmenté que de +0,9 % durant toute l'année 2023.

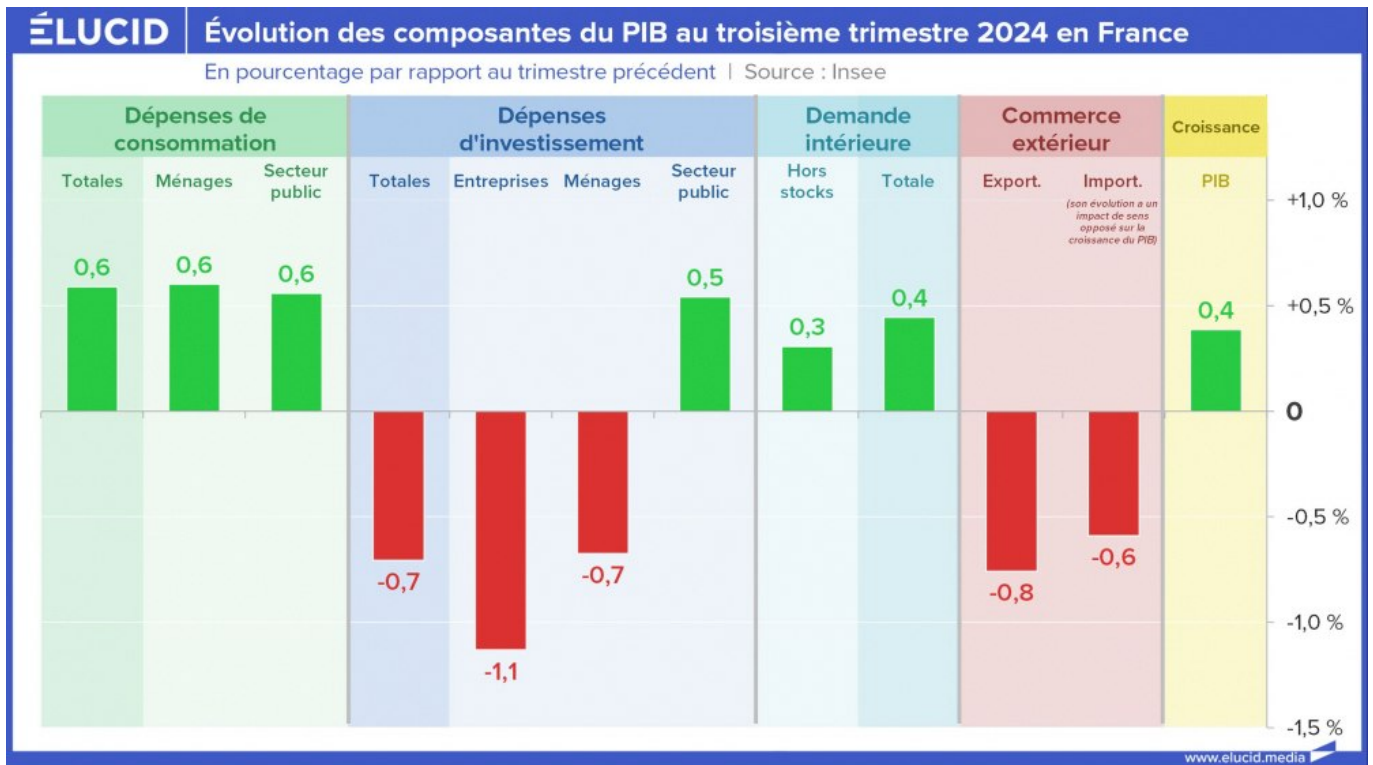
Le PIB a été soutenu impacté par les **stocks**, qui ont eu un effet de +0,15 point : les entreprises ont donc fini par les reconstituer après de forts déstockages qui les ont conduits à des niveaux très faibles (les précédents niveaux aussi faibles remontent à la crise du Covid et à la crise de 2008).

Le commerce extérieur a cette fois légèrement diminué la croissance, à hauteur de +0,05 point.

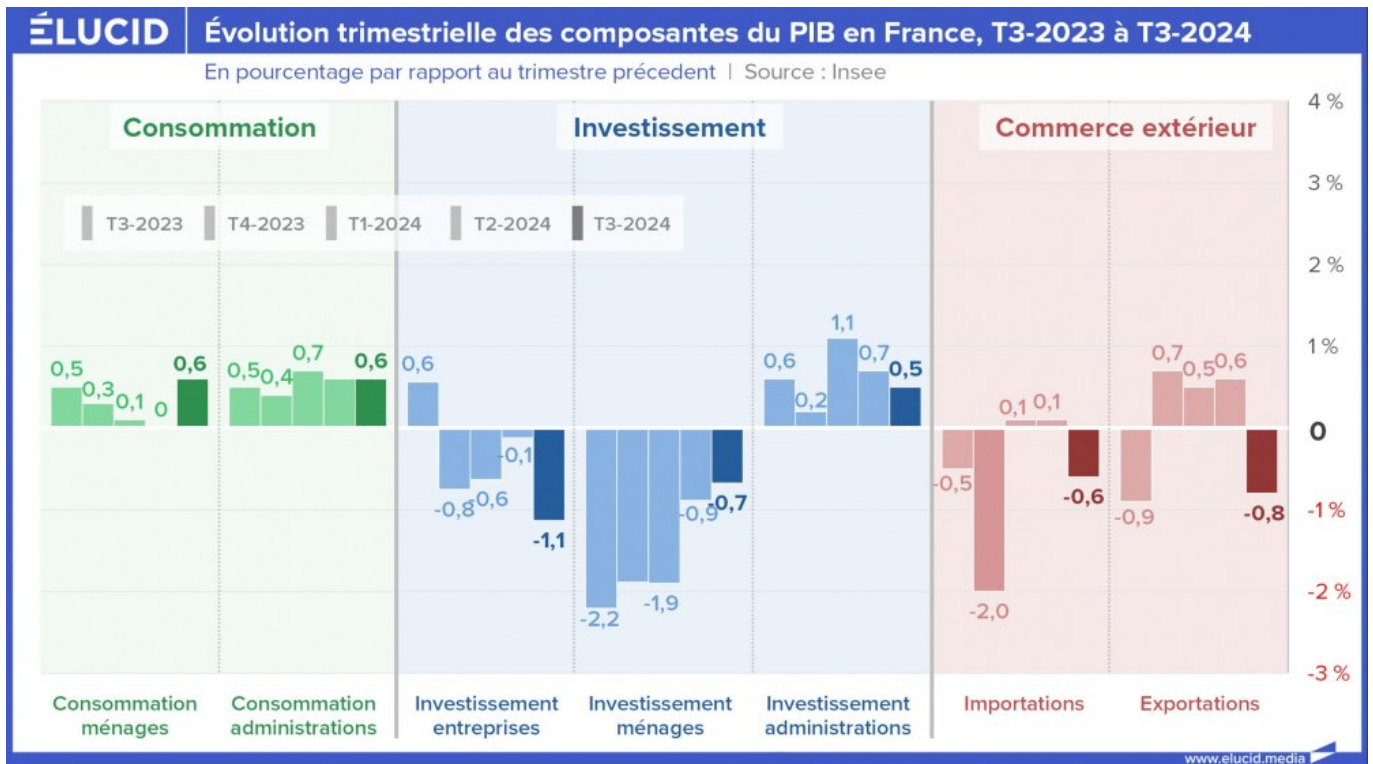


Intéressons-nous à l'évolution trimestrielle des principales composantes du PIB (c'est-à-dire de combien elles ont progressé chacune).

Au niveau des hausses remarquables, on trouve toujours la consommation (+0,6 %) et l'investissement (+0,6 %) du secteur public – mais **la forte baisse des dépenses annoncée par le gouvernement va fatalement finir par avoir un effet négatif** sur ce secteur. Avec +0,6 % (après +0,0 %), **la consommation des ménages est en nette hausse, ce qui est la surprise du trimestre.**



Au niveau des baisses remarquables, on trouve de nouveau l'investissement des entreprises (-1,1 % après deux fois -0,5 %, **les entreprises n'ont pas confiance en l'avenir**, comme on l'a vu dans notre [article sur la conjoncture économique en France](#)) et surtout celui des ménages (-0,7 % après -0,9 %), ce dernier correspondant principalement à **la construction immobilière qui est sinistrée**. On note aussi ce trimestre la nette décroissance des **exportations** (-0,8 % après +0,6 % le trimestre précédent) et des **importations** (-0,6 % après +0,1 %).

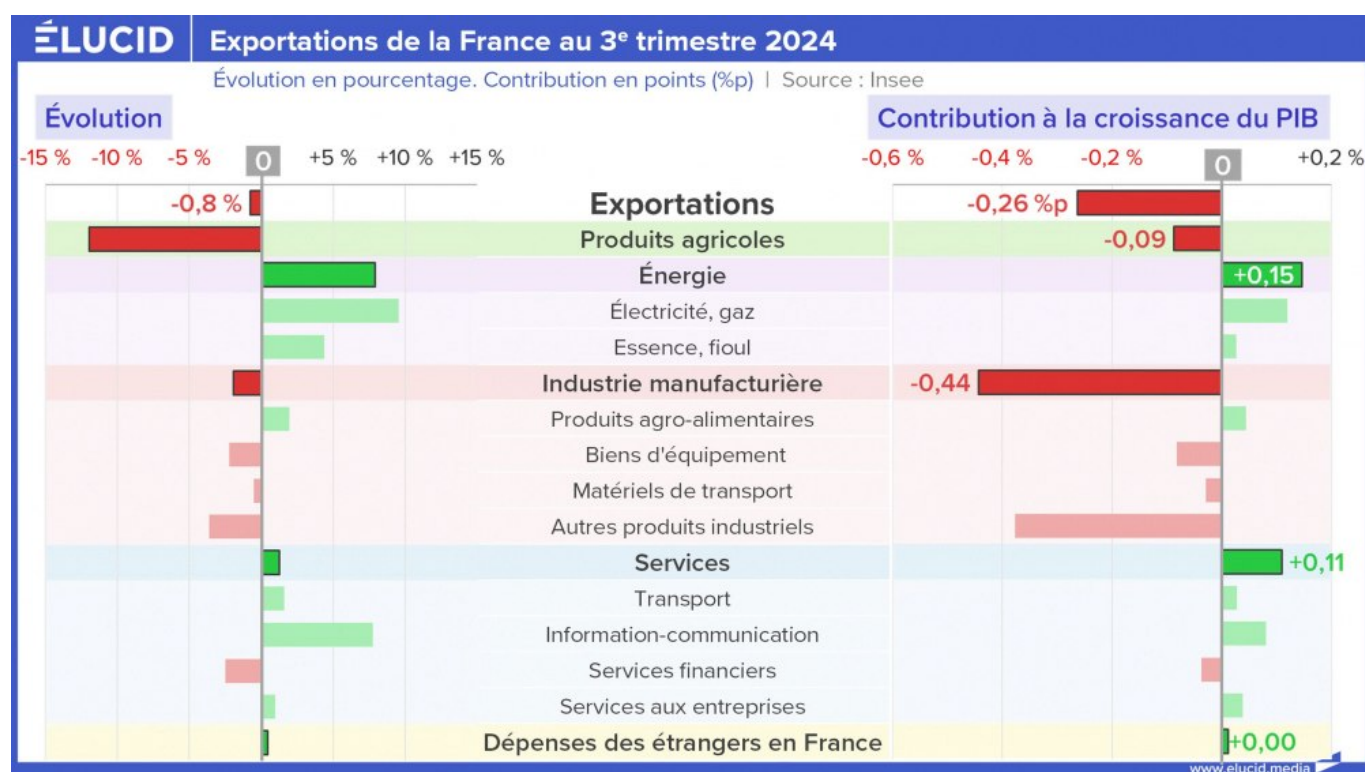


Au final, 2024 ne se déroule donc pas sous les meilleurs auspices économiques.

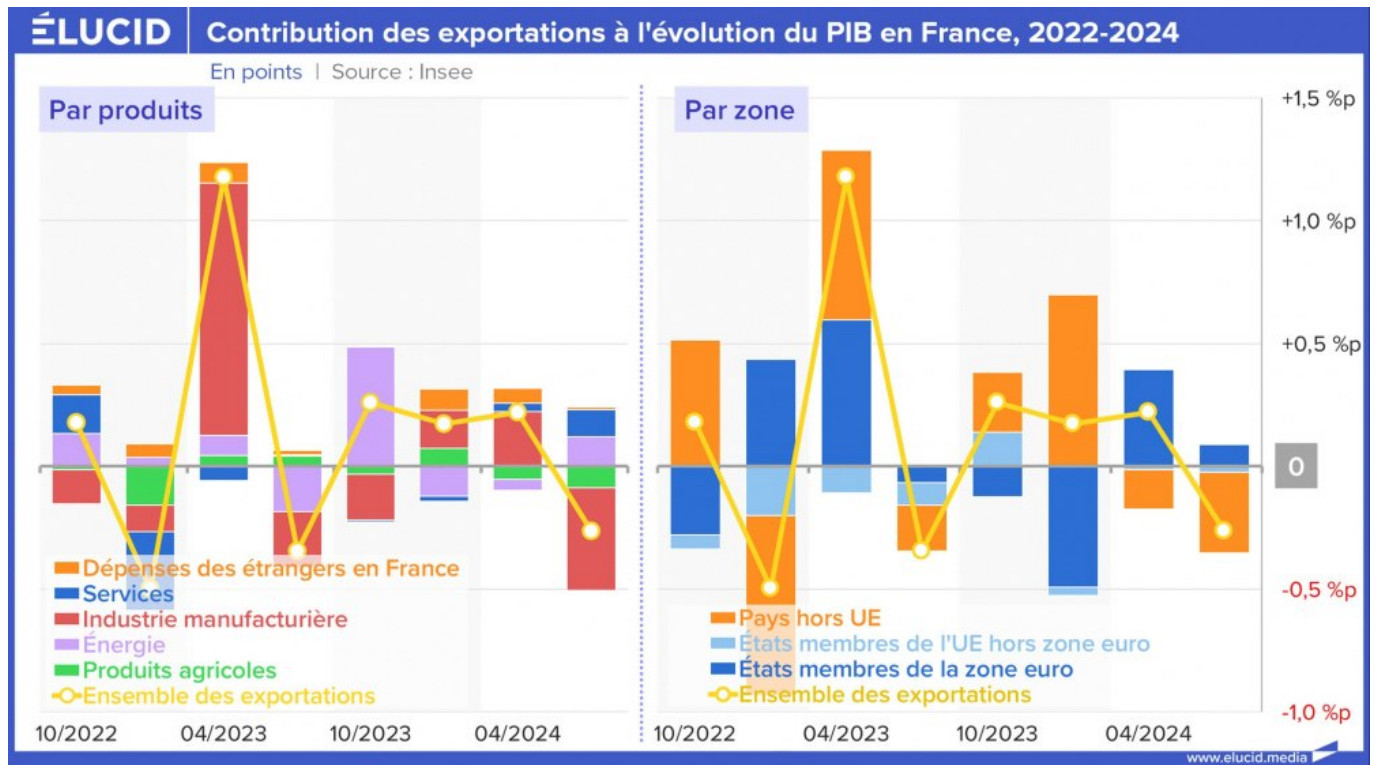
Exportations et importations en recul, surtout pour l'industrie

Rentrons à présent dans les entrailles de la croissance de l'économie française pour bien en comprendre les sources.

Comme le commerce extérieur a fréquemment un impact conséquent sur la croissance, commençons par analyser ce poste. **Les exportations** ont donc diminué de -0,8 % en volume ce trimestre. Cette baisse a diminué la croissance totale du PIB de -0,26 %.

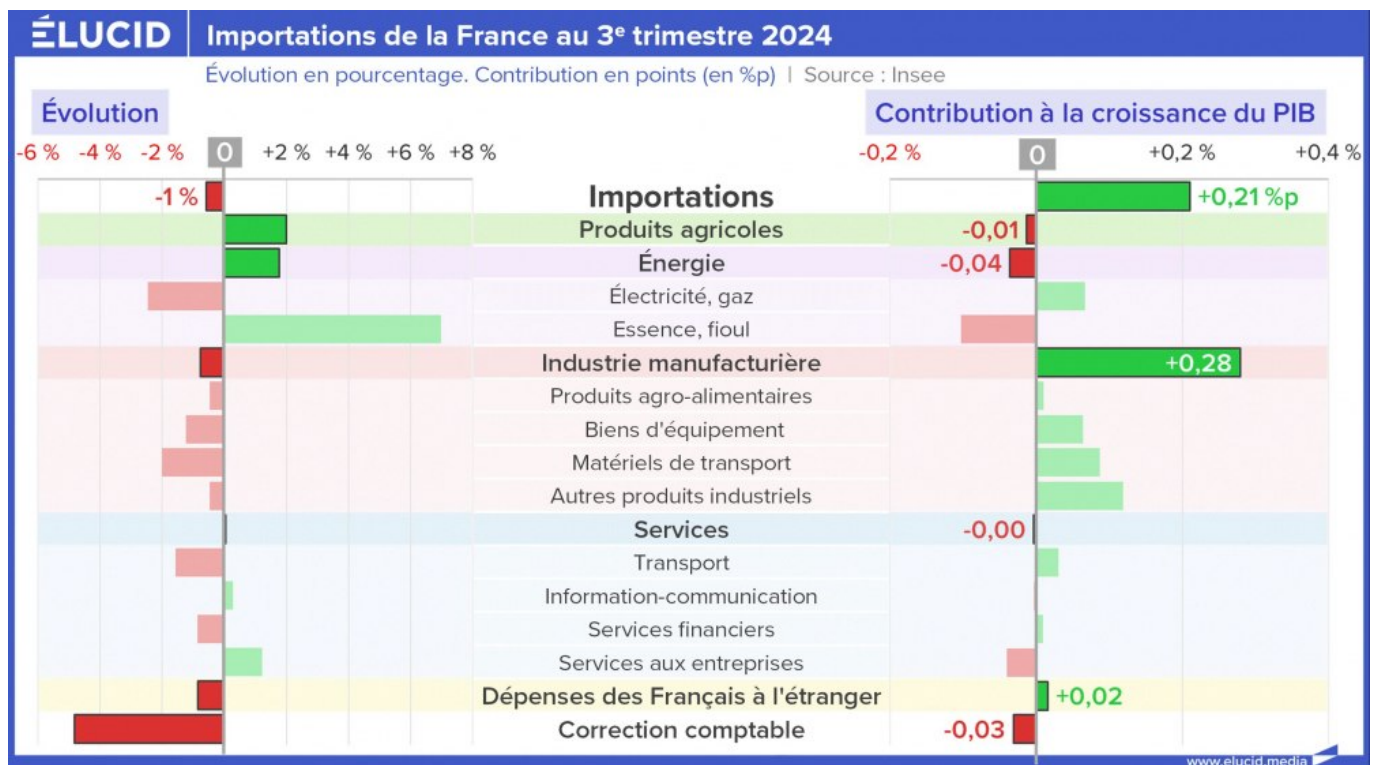


Au niveau des exportations en baisse, la France a exporté beaucoup moins de **produits agricoles et de biens industriels**. En revanche, les exportations **d'énergie** et de **services** ont augmenté.



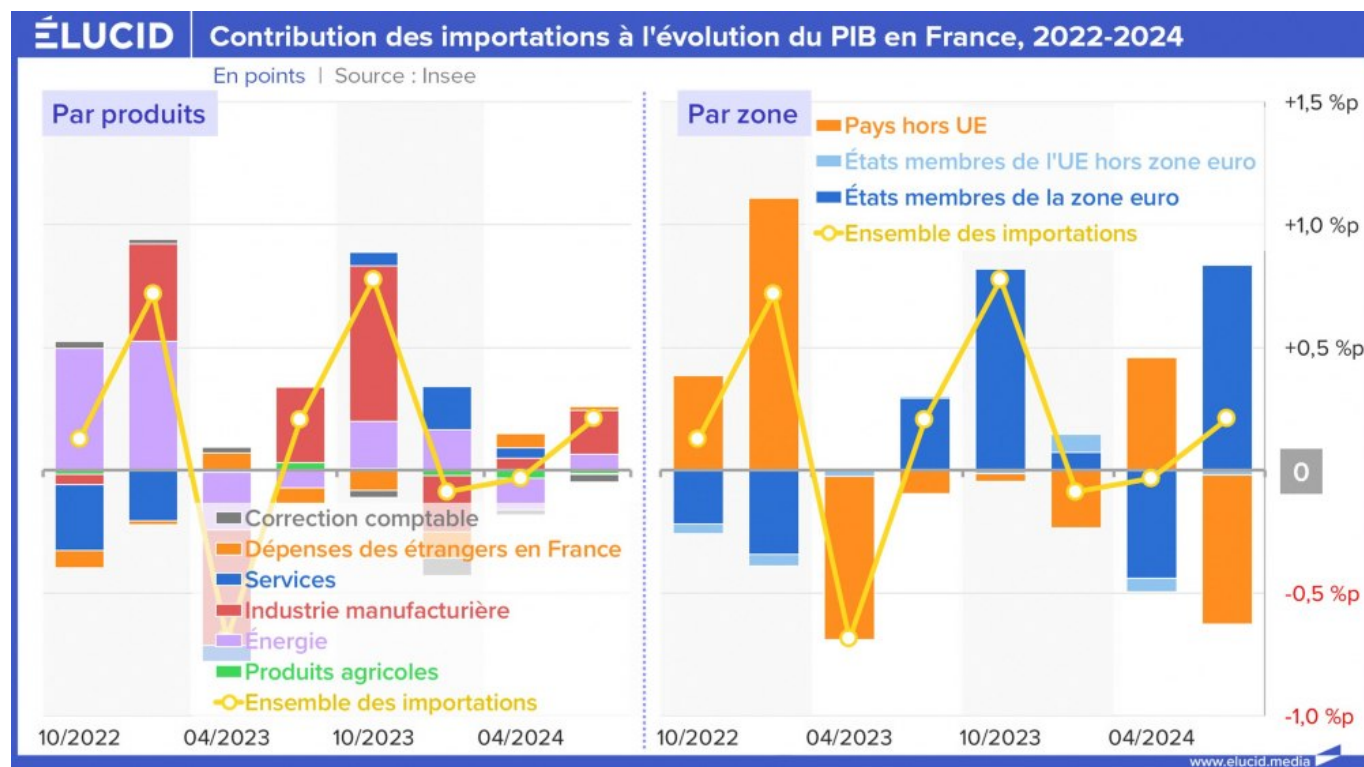
Au cours des deux dernières années, **les exportations** ont principalement concerné les produits manufacturés et, plus faiblement, l'énergie. Les pays qui ont le plus influencé notre croissance sont principalement situés hors d'Europe ; mais les pays de la zone euro ont néanmoins un poids relativement important.

Les importations ont diminué de seulement +0,6 % en volume ce trimestre, ce qui a donc diminué la croissance totale du PIB de -0,21 %.

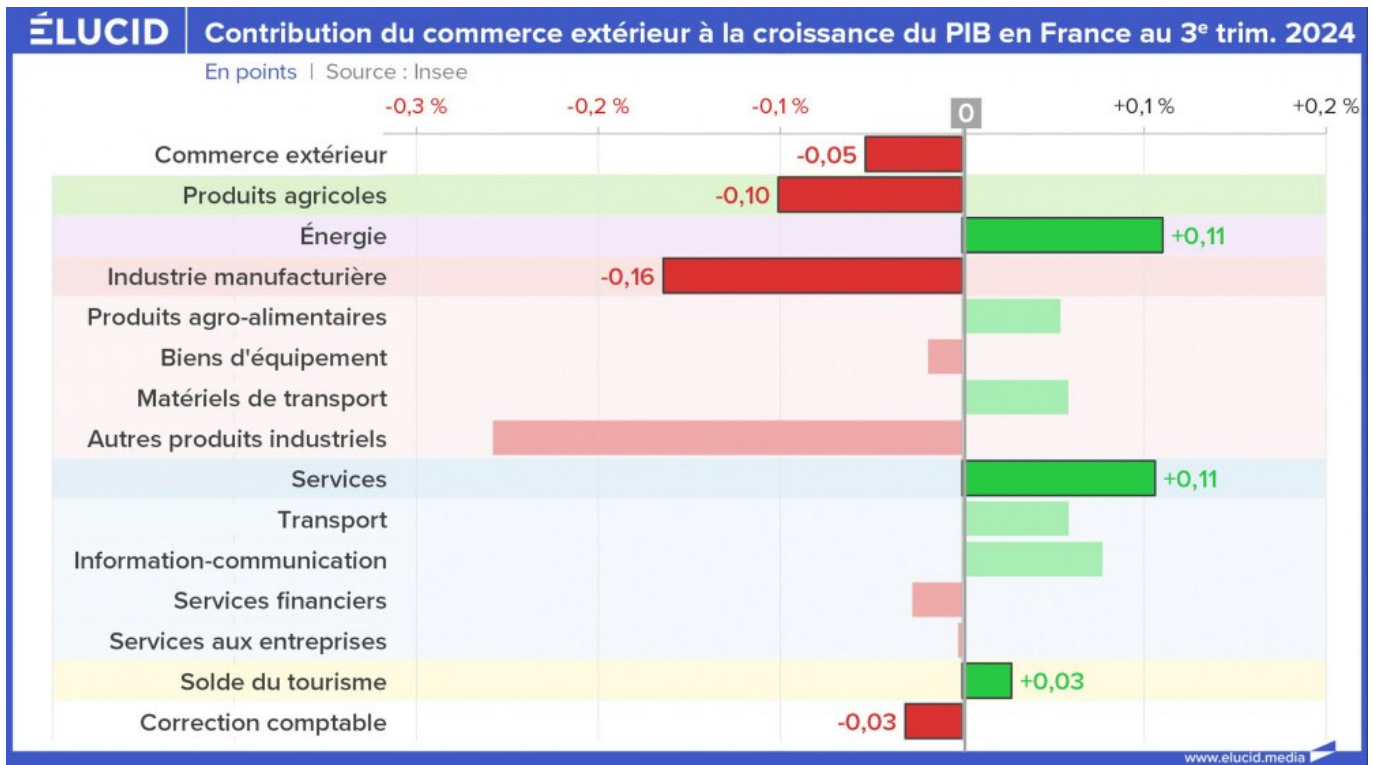


La France a ainsi importé moins de produits industriels, de tous types. Au-delà de l'effet positif sur la croissance, cela montre hélas qu'il y a un **vrai problème de pouvoir d'achat pour une grande partie des Français**. En revanche, les importations de **produits énergétiques et agricoles** ont augmenté.

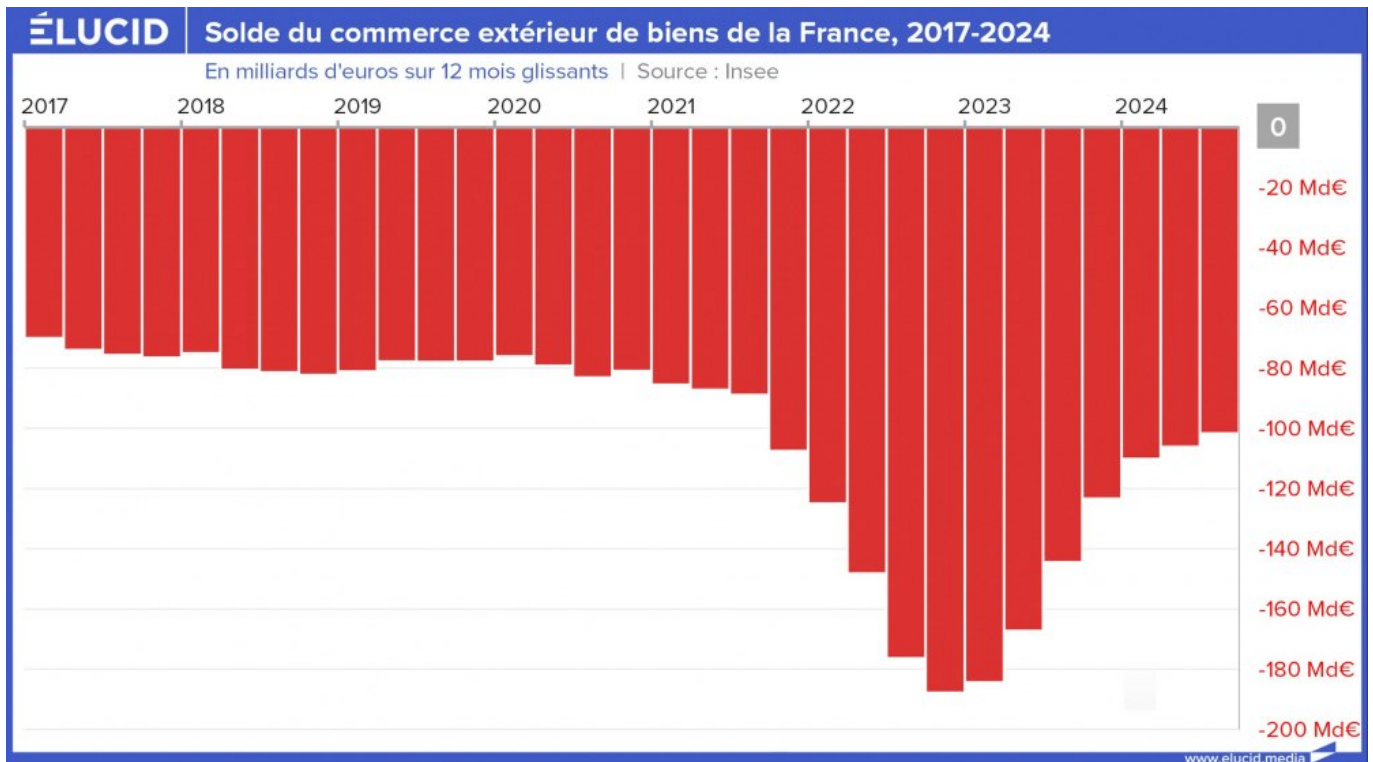
Au cours des deux dernières années, les importations ont principalement été influencées par les achats de produits manufacturés et d'énergie. Les pays qui ont le plus influencé notre croissance sont principalement situés hors d'Europe ; mais les pays de la zone euro ont exercé un poids important fin 2023.



En résumé, au niveau du commerce extérieur, la croissance de l'économie au précédent trimestre a été plombée par les produits agricoles et industriels. Le solde ne se révèle négatif que de -0,05 point que grâce à l'effet positif du commerce de produits énergétiques et des services ainsi que, plus modestement, du tourisme.



Précisons bien que tous ces chiffres sont issus de calculs complexes de la comptabilité nationale pour établir la sacro-sainte croissance du PIB. Mais, quel que soit l'effet, positif ou négatif du commerce extérieur sur celle-ci, il n'en reste pas moins que **l'effet macro-économique du commerce extérieur est toujours extrêmement négatif pour le pays**, en raison du déficit commercial massif que connaît notre pays. **Le déficit commercial des 4 derniers trimestres dépasse encore les 100 Md€.**



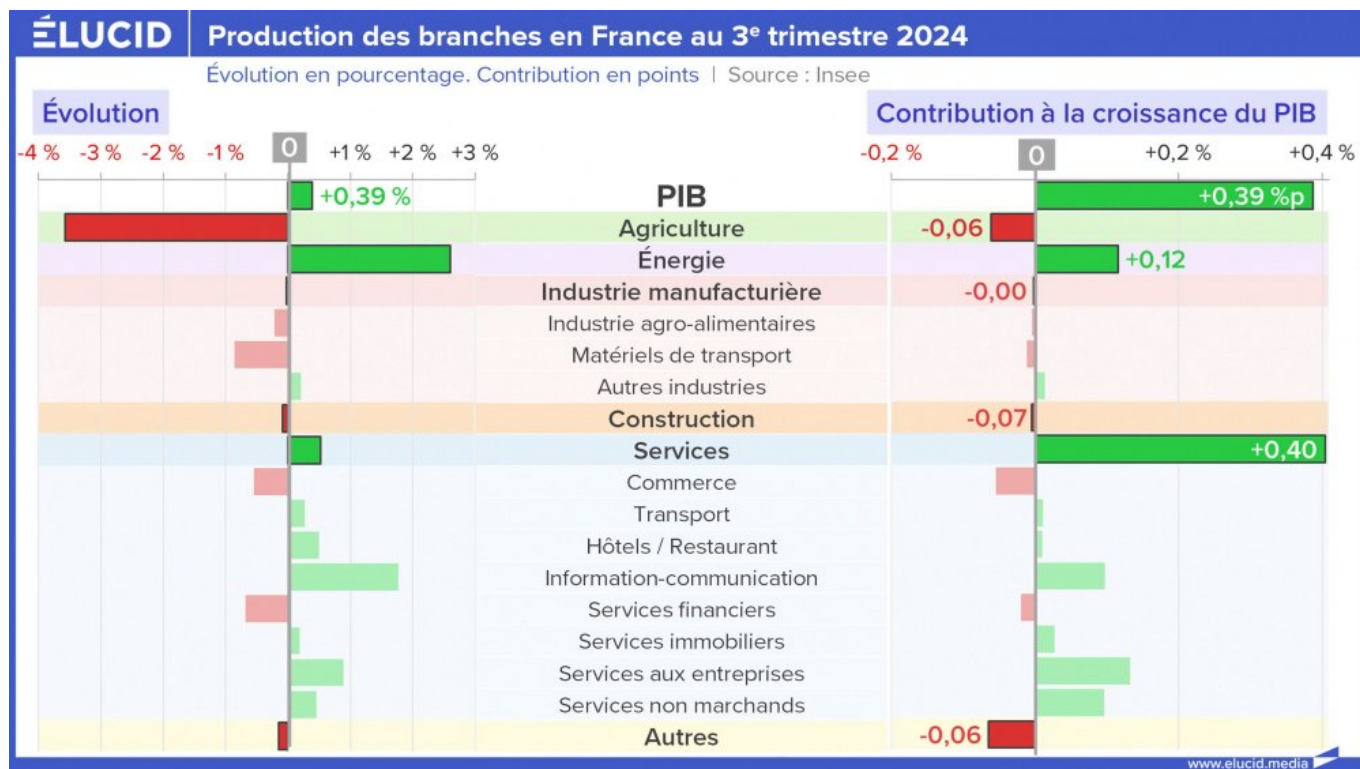
Comme nous l'avons montré dans cet article sur [le commerce extérieur de la France](#), **tout ceci est en grande partie causé par la large désindustrialisation qui a frappé la France depuis 40 ans.**

Décroissance de la construction et de l'agriculture

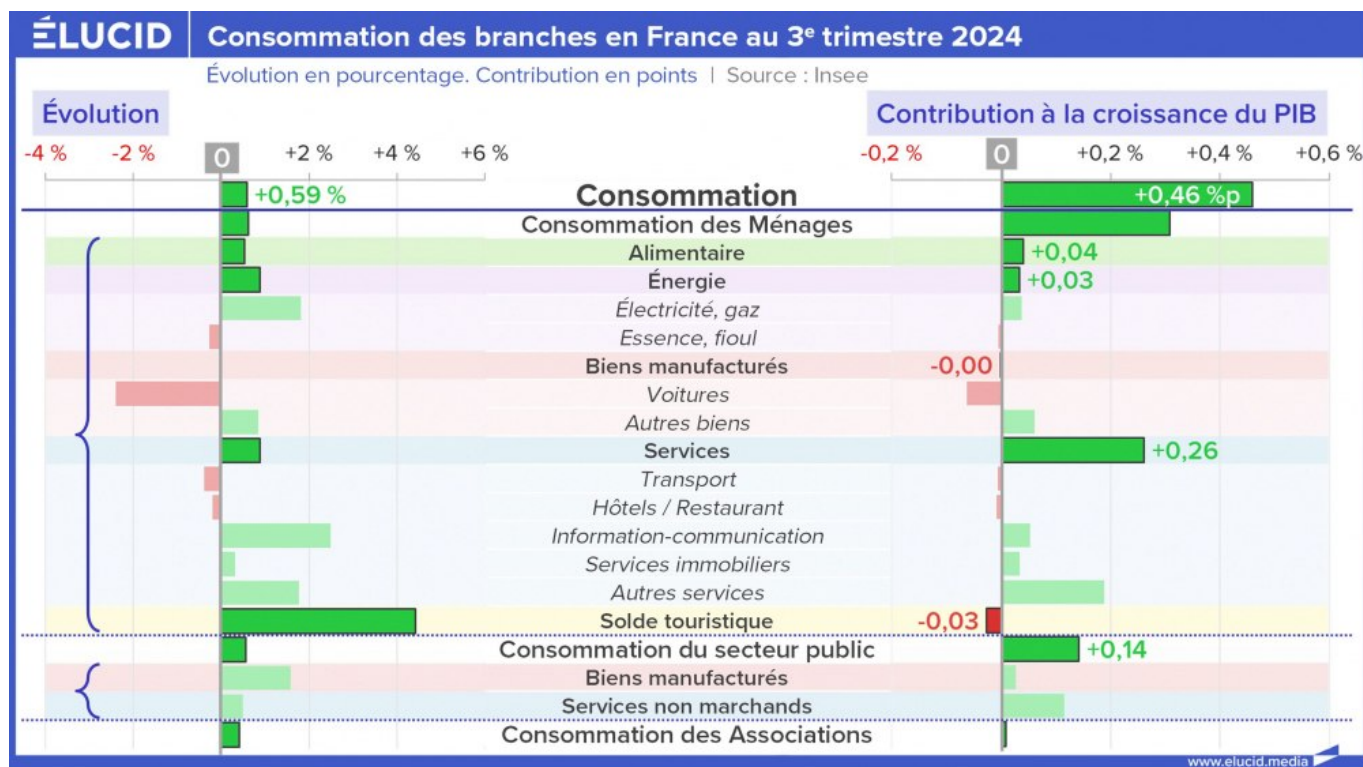
Après le commerce extérieur, analysons plus en détail les chiffres de la production et de la demande intérieure.

Au niveau de la production, le trimestre précédent a été marqué par :

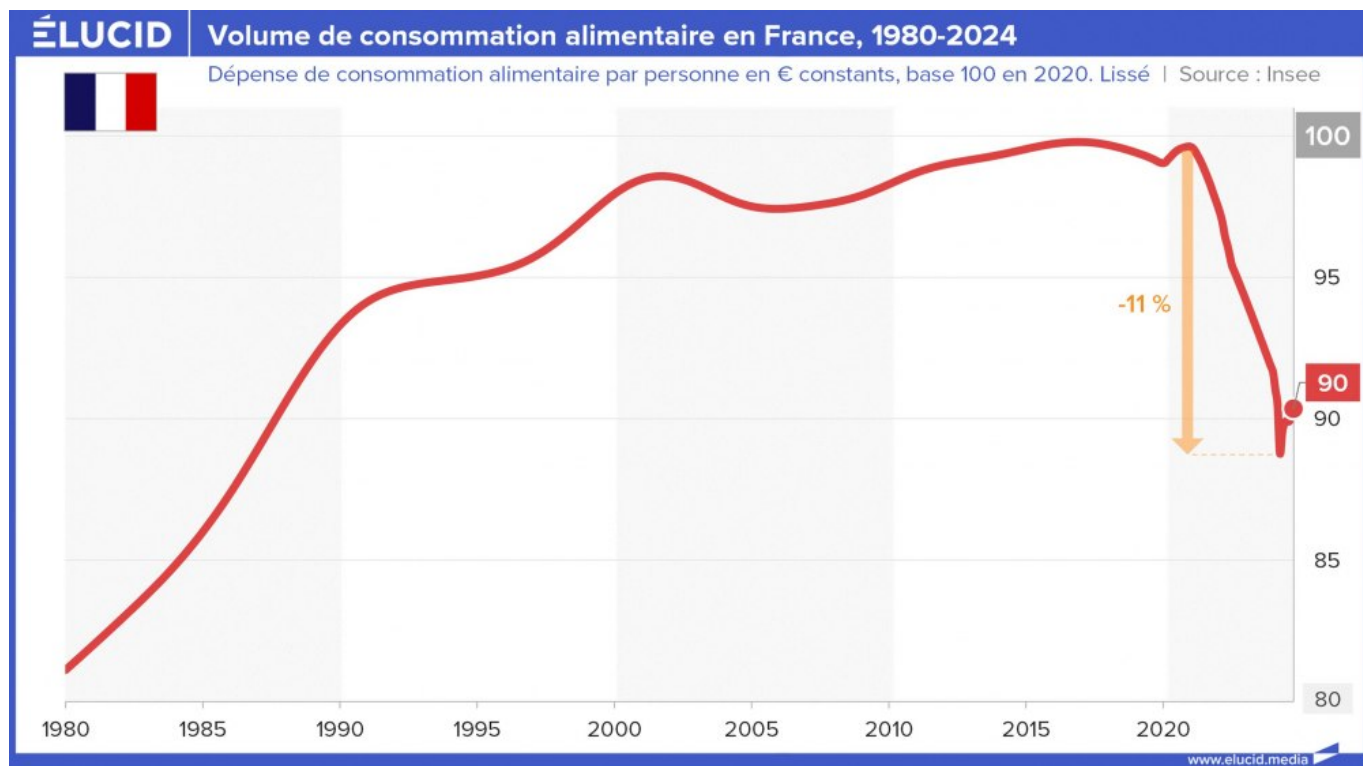
- une **très forte hausse de la production d'énergie** ;
- une **baisse marquée de la production de biens agricoles et de certains produits industriels**, ce qui est cohérent avec la consommation déprimée depuis un an ;
- une nouvelle **baisse de la construction** immobilière, qui va très mal depuis la mi-2023 en raison de la crise immobilière qui se poursuit. C'est une autre conséquence de l'inflation, comme on l'a vu [dans notre analyse du marché immobilier](#) ;
- et un maintien de la **croissance modérée de la production de services**, qui a eu un fort impact sur la croissance au vu du poids massif de cette branche dans notre économie.



La consommation a connu un très net rebond, tirée essentiellement par les services aux ménages, dont la vente des billets des Jeux olympiques. Le secteur public a encore soutenu la croissance par sa consommation.

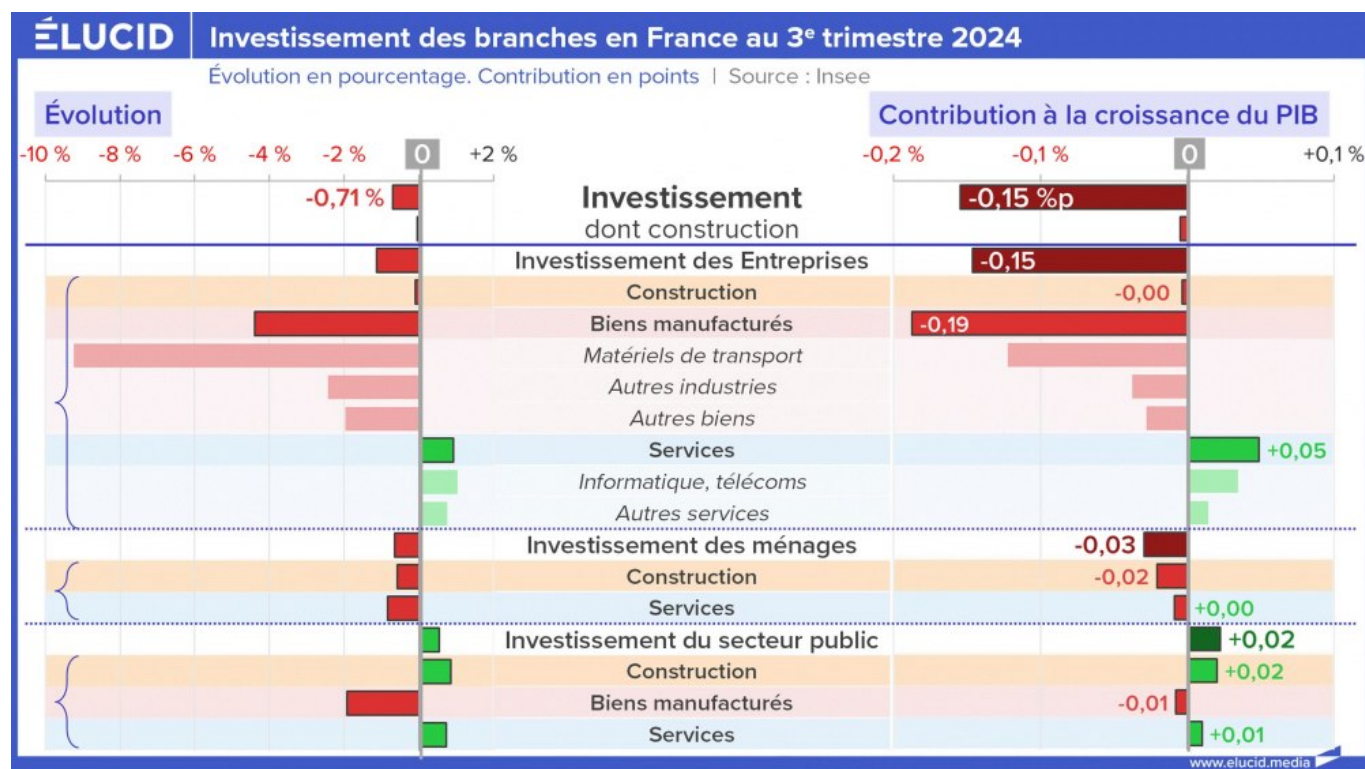


Pour faire face à ces besoins, on observe une légère hausse du volume des achats alimentaires des ménages. Ils remontent depuis quelques mois, mais restent très loin de leur niveau d'avant-crise. [Les ménages se privent toujours de nourriture](#) après deux ans de crise alimentaire suite à la forte hausse des prix.

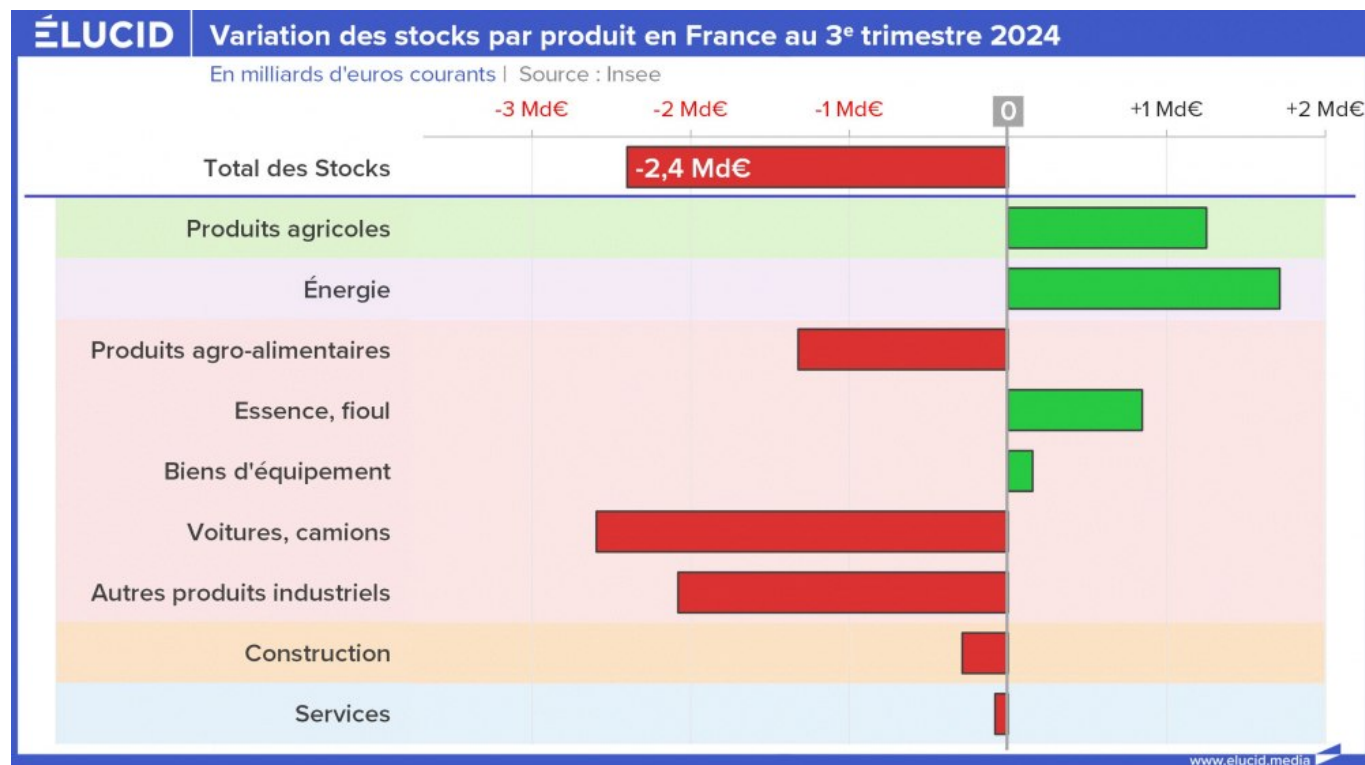


Au niveau de l'investissement enfin, deux des principaux postes ont été en décroissance : **les biens manufacturés** et la **construction**, branches qui s'enfoncent dans la crise. Seul

l'investissement dans les services a nettement rebondi.

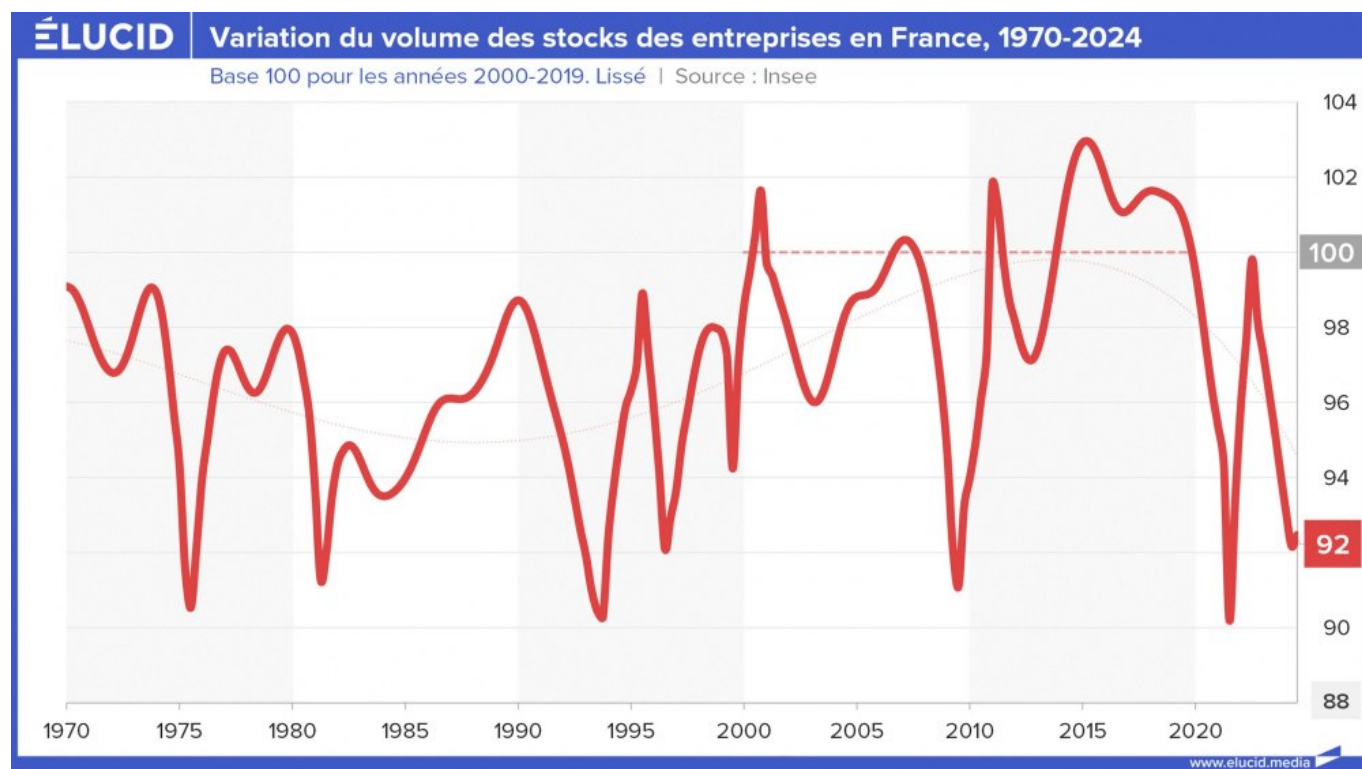


Au niveau des stocks, ceux-ci ont de nouveau reculé de 2,4 Md€ courants. En tenant compte de l'évolution des prix, ce mouvement a eu un effet positif sur la croissance.



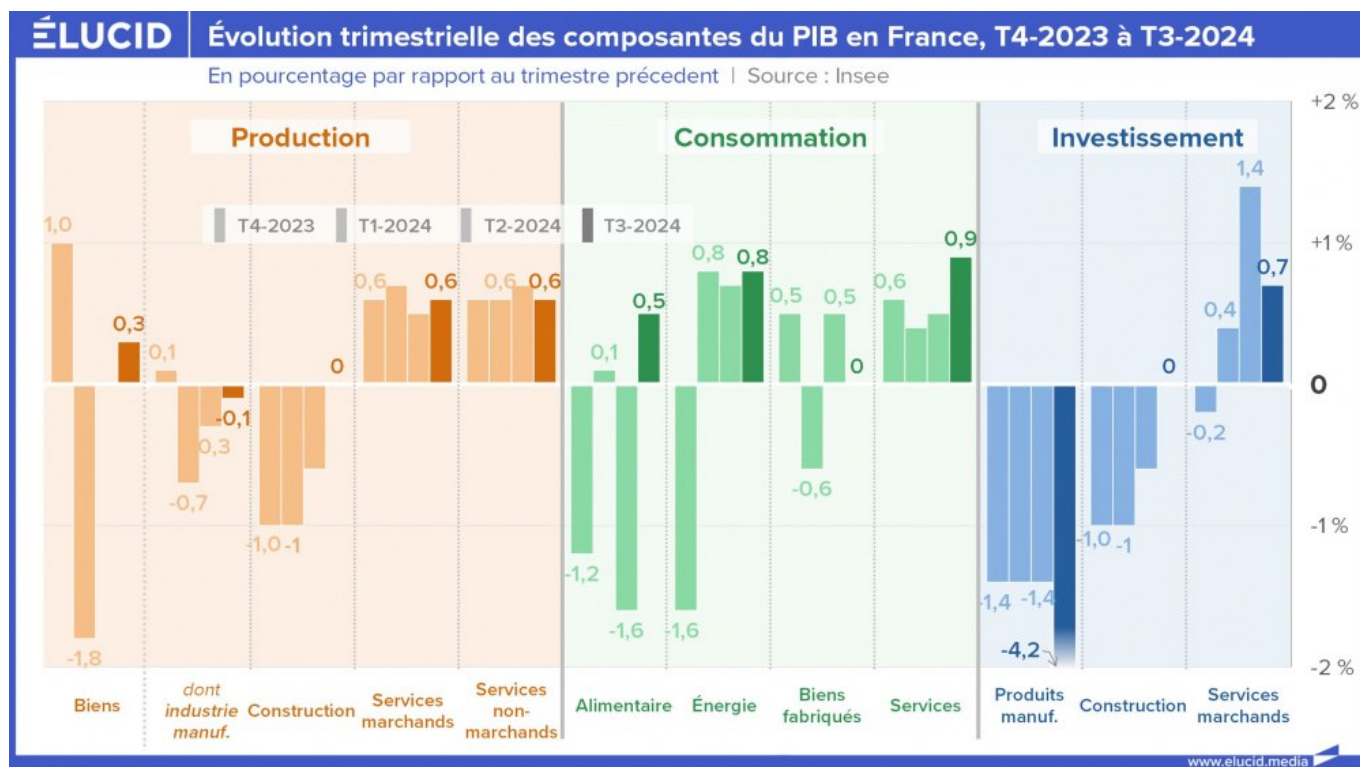
C'est le 5^e trimestre de baisse consécutif pour les stocks en valeur. Ceci n'est arrivé que 3 fois depuis 1949 : pendant les crises économiques de 1976, 1993 et 2009. Autant dire que la

situation économique est grave.



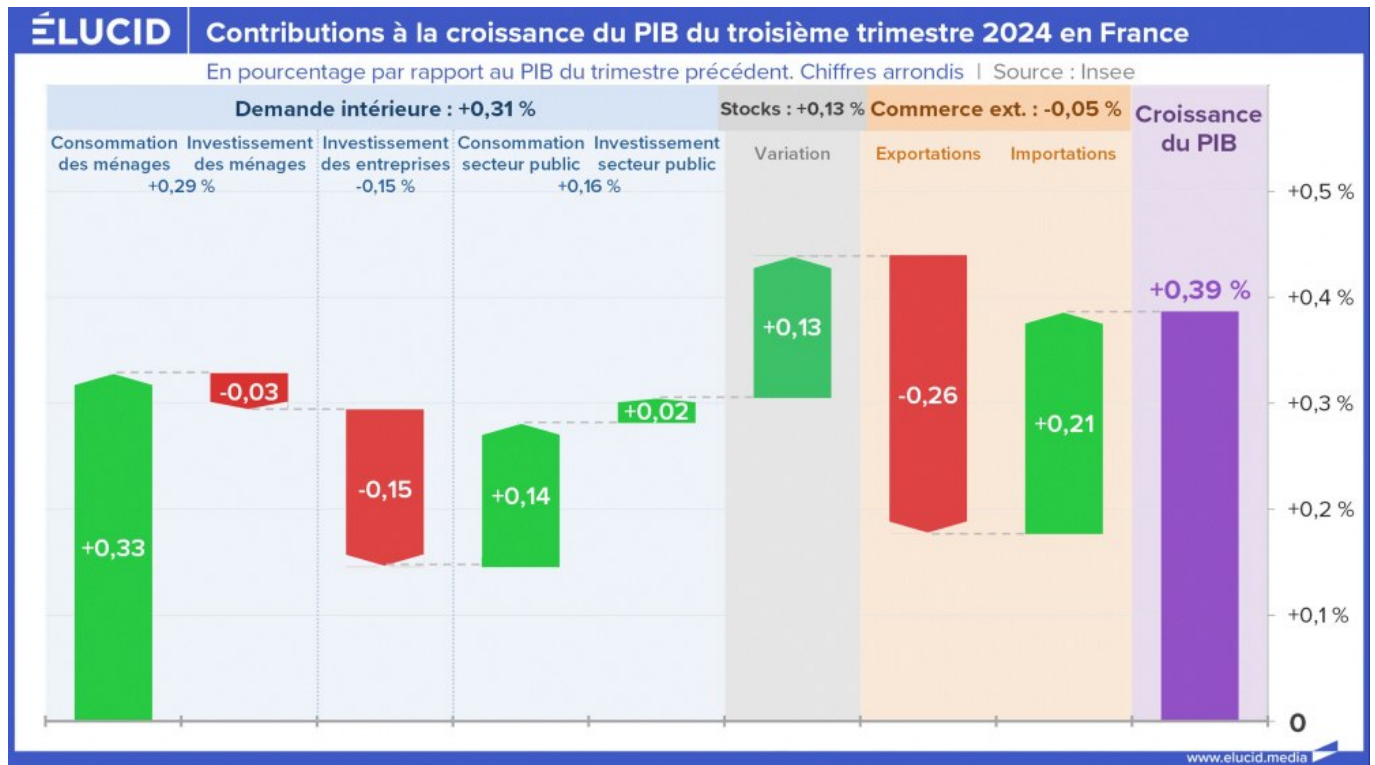
Cet indicateur des stocks est d'ailleurs très intéressant pour analyser les crises, qui font évidemment chuter les stocks systématiquement, puisque les entreprises ne vont pas produire et stocker si elles ne pensent pas vendre rapidement.

Ainsi, depuis plus d'un an, et malgré un léger rebond le trimestre précédent, **l'activité économique montre de sérieux signes d'essoufflement.**



En résumé, la demande intérieure hors stocks (c'est-à-dire la consommation plus l'investissement) a donc eu une contribution positive de +0,31 point de croissance. La variation des stocks a eu un impact positif sur la croissance de +0,13 point. Et le commerce extérieur a eu un effet négatif de -0,05 point de PIB.

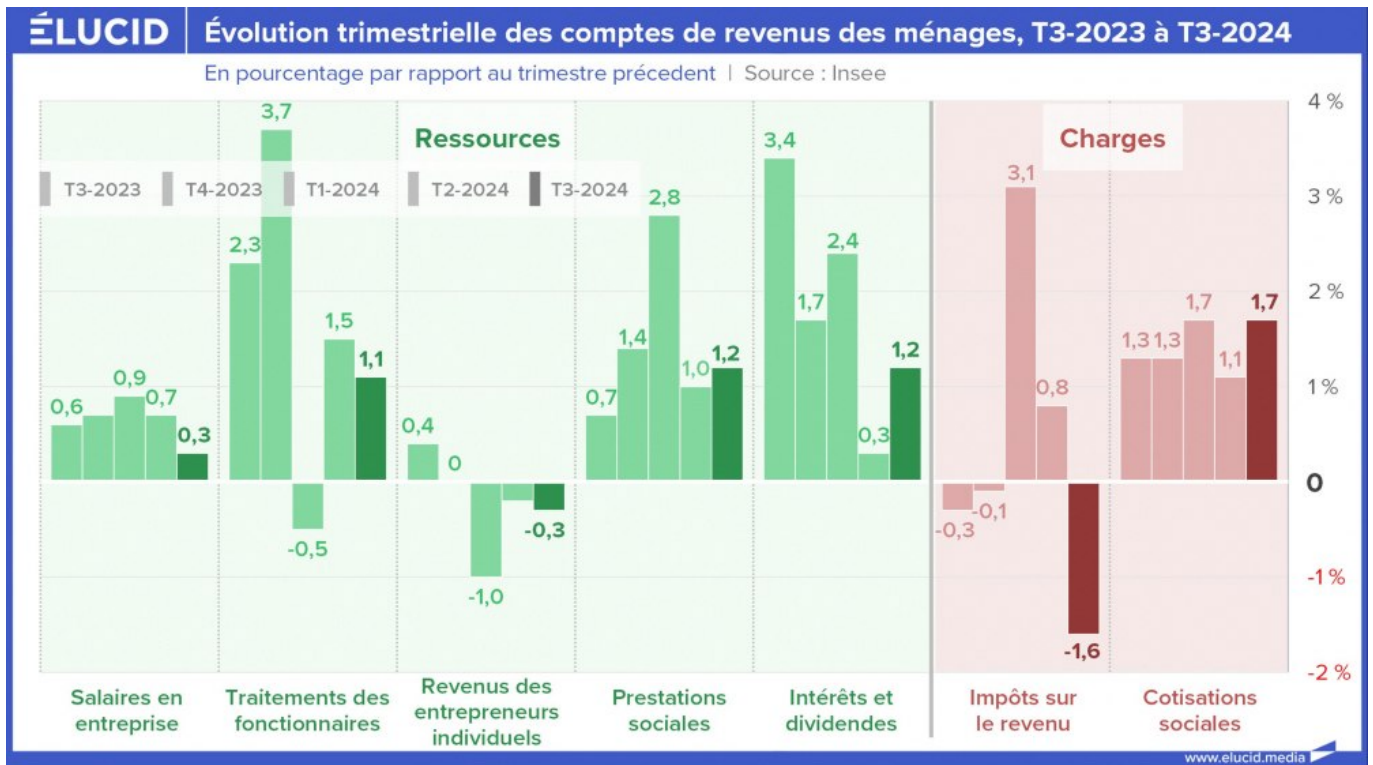
+0,31 point de demande intérieure, +0,13 point de variation de stocks, -0,05 point d'effet du commerce extérieur : voici l'explication de la croissance de +0,39 point au cours du 3^e trimestre 2024.



Les dividendes ont terminé leur très forte croissance

La réalité économique en France, c'est que les ménages ont de gros problèmes financiers, au moins pour une grande partie d'entre eux. Ceci les oblige à comprimer leurs dépenses, comme le montrent les chiffres de leur consommation et investissement, déprimés depuis plus d'un an. On peut donc être inquiet pour les prochains trimestres. [Les indicateurs avancés de conjoncture économique](#) laissent malheureusement craindre des difficultés économiques au cours des prochains mois.

Plus en détail, au niveau des ressources des ménages, le trimestre précédent a été marqué par une hausse de la masse salariale versée par les entreprises de +0,3 %. L'emploi est resté stable durant ce trimestre.

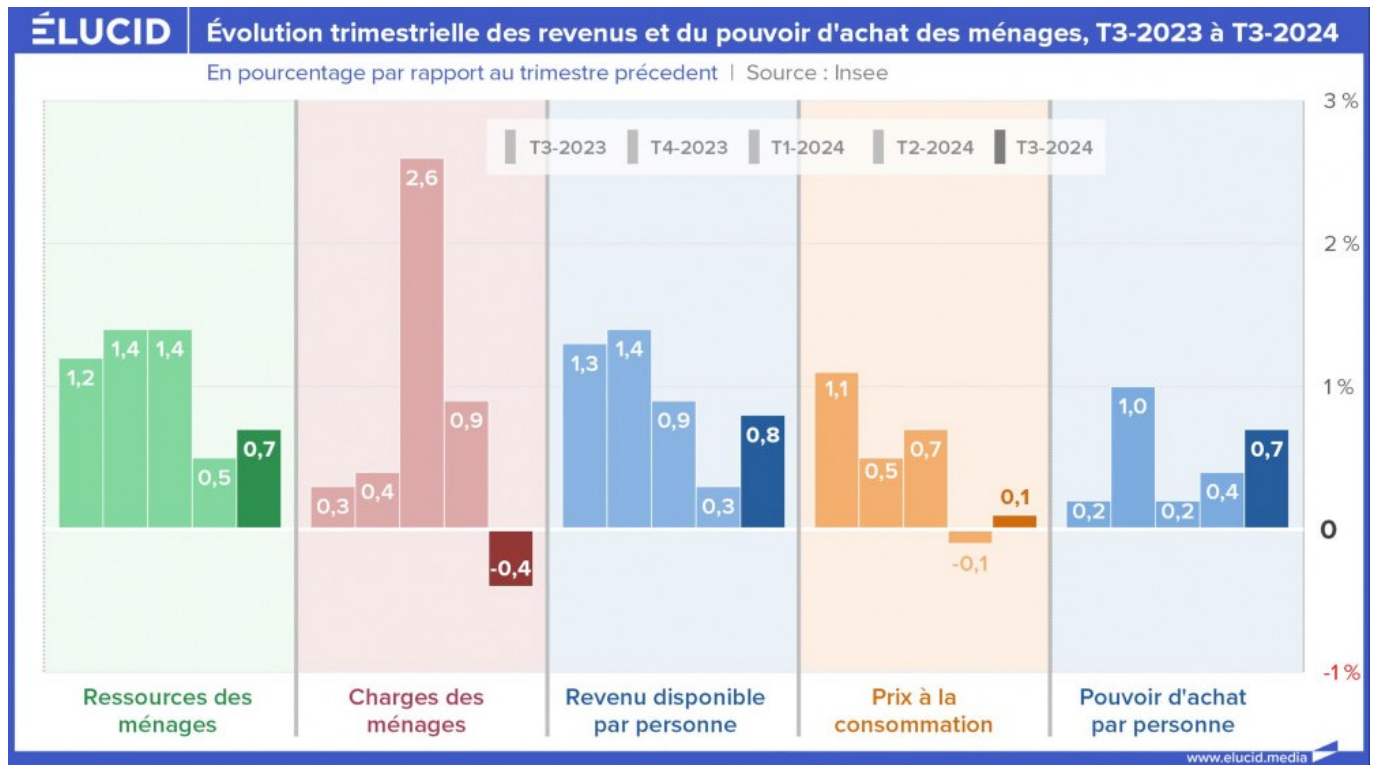


Les traitements des fonctionnaires ont pour leur part augmenté de +1,1 %. Les revenus des entrepreneurs individuels ont baissé de -0,3 % ; ce sont eux qui ont le plus perdu durant la crise inflationniste, et c'était bien un des buts de leur éjection hors du salariat. Les prestations sociales ont quant à elles augmenté de +1,2 %.

Enfin, **les plus fortunés ont vu leurs revenus provenant des dividendes et des intérêts perçus augmenter encore de +1,2 %**. Ces fortes hausses depuis deux ans sont **une conséquence de la hausse des profits de certaines entreprises, qui profitent de l'inflation pour [sur-augmenter leurs prix](#)**.

Les ménages ont payé moins d'impôt sur le revenu (-1,6 %) et plus de cotisations sociales (+1,7 %), ce qui tend à montrer que **les hausses de revenus profitent principalement aux plus aisés**.

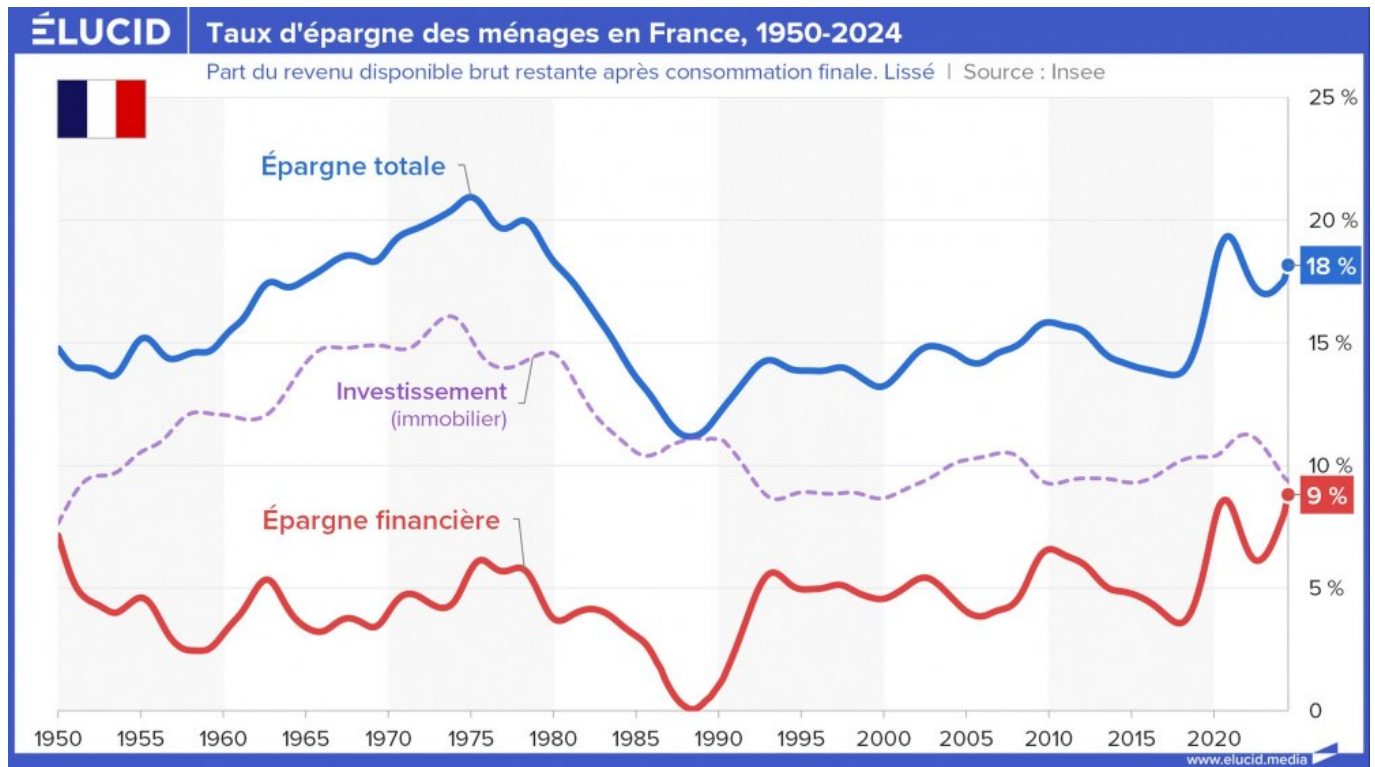
On constate ainsi au global une hausse des revenus des ménages de +0,7 % et une baisse de leurs charges. Au final, le **revenu par personne** (ou plus précisément, le revenu disponible brut par unité de consommation) a augmenté de **+0,8 %** au cours du trimestre précédent. C'est une moyenne qui connaît évidemment de très importants écarts individuels.



Le pouvoir d'achat en berne

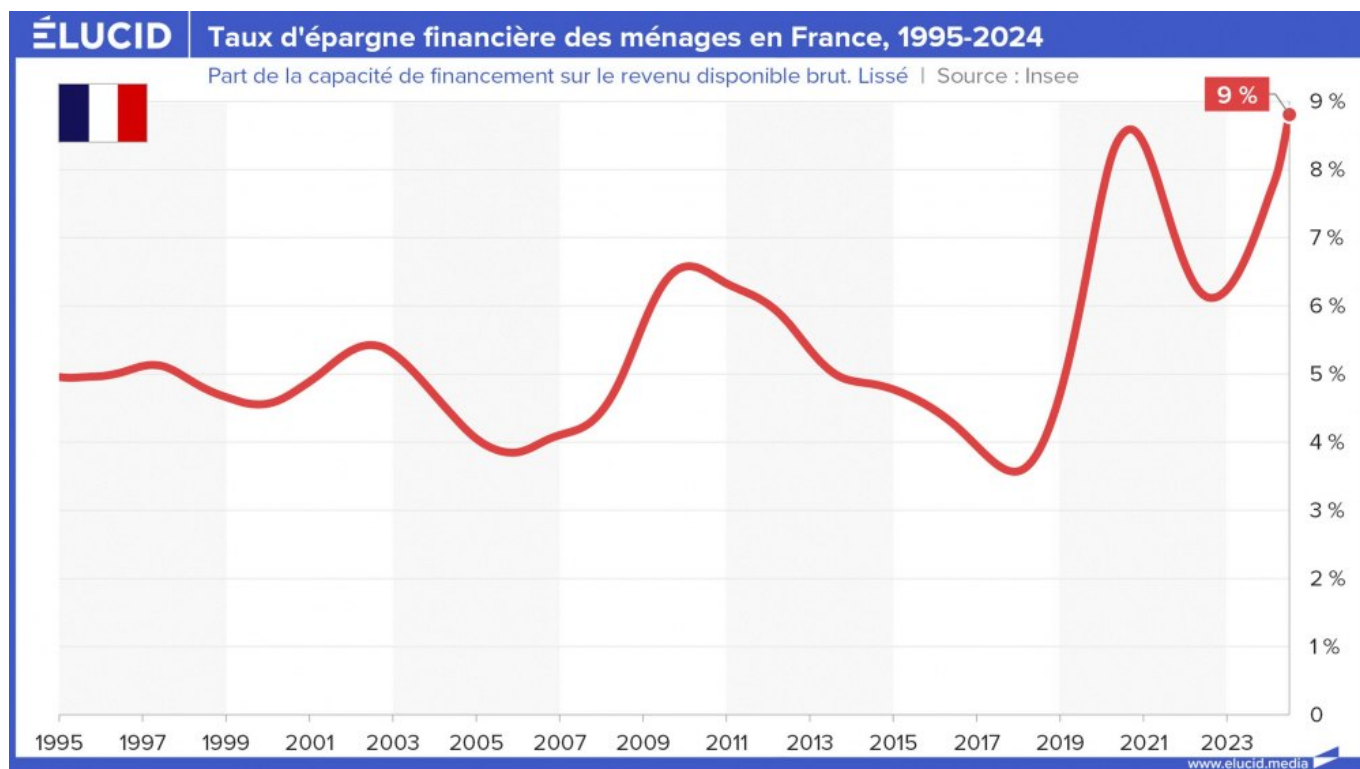
Le fait économique majeur de 2021-2023 a évidemment été [le retour d'une forte inflation](#). Le dernier trimestre a été marqué par une inflation des prix à la consommation de +0,1 %. Comme les revenus ont augmenté de +0,8 %, **le pouvoir d'achat par personne en France a donc augmenté de +0,7 % sur la même période.**

Comme la consommation des ménages est restée stable malgré la hausse modérée de leur pouvoir d'achat, cela signifie que **les ménages ont plus épargné, craignant sans doute pour l'avenir**. Le taux d'épargne totale des ménages atteint donc 18 % de leurs revenus, ce qui reste 3 points de plus que le niveau des années 2010 ; c'est autant d'argent qui n'alimente plus le moteur de la consommation.

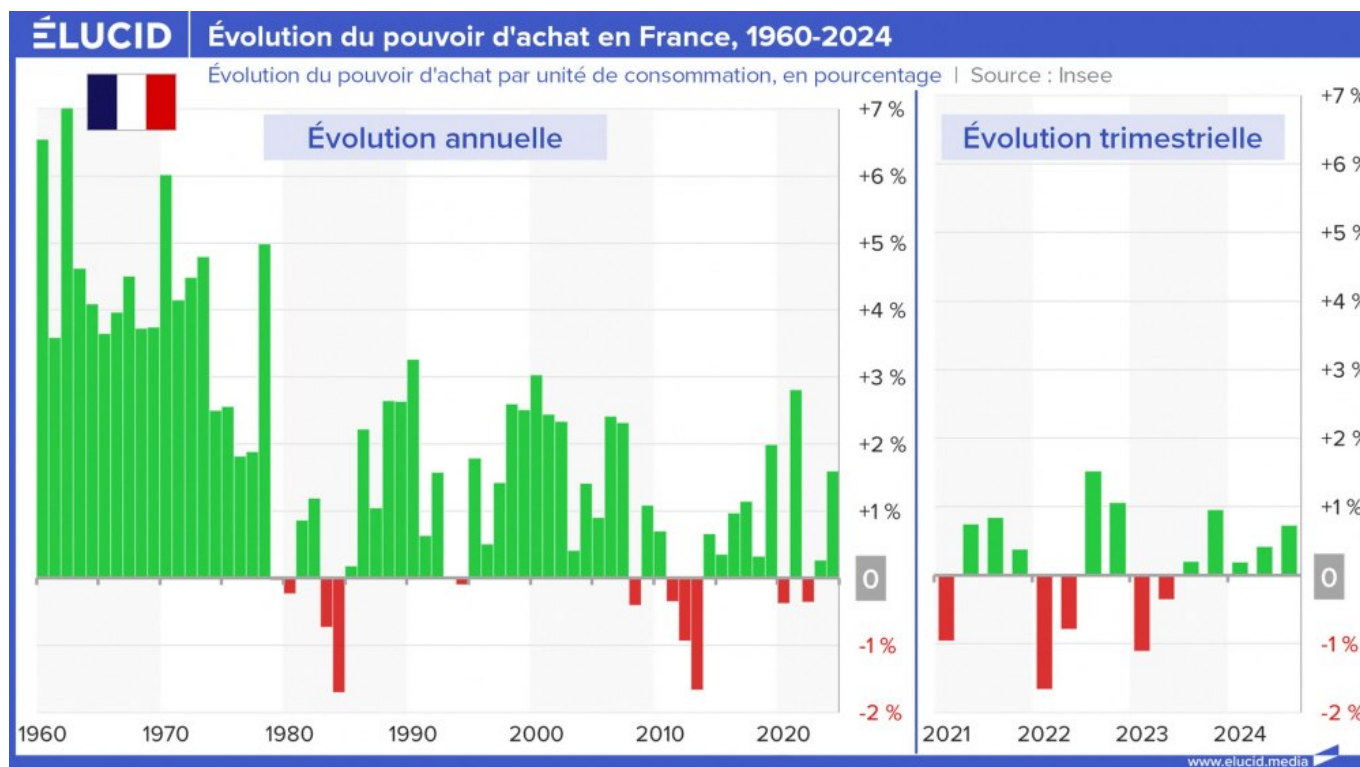


Contrairement à l'usage courant du mot, l'épargne des ménages ne correspond pas uniquement à de l'argent « *mis de côté* » dans un bas de laine. C'est bien la totalité de l'argent non consommé, mais il sert principalement à de l'investissement, en l'espèce l'achat de logement via des remboursements d'emprunt.

Une fois qu'on a retranché ces investissements immobiliers (qui sont donc une sorte « d'épargne forcée » non immédiatement disponible), il reste alors bien de l'argent « *mis de côté* », qu'on appelle **l'épargne financière, et qui représente plus de 9 % des revenus, 4 points de plus que durant les années 2010.**

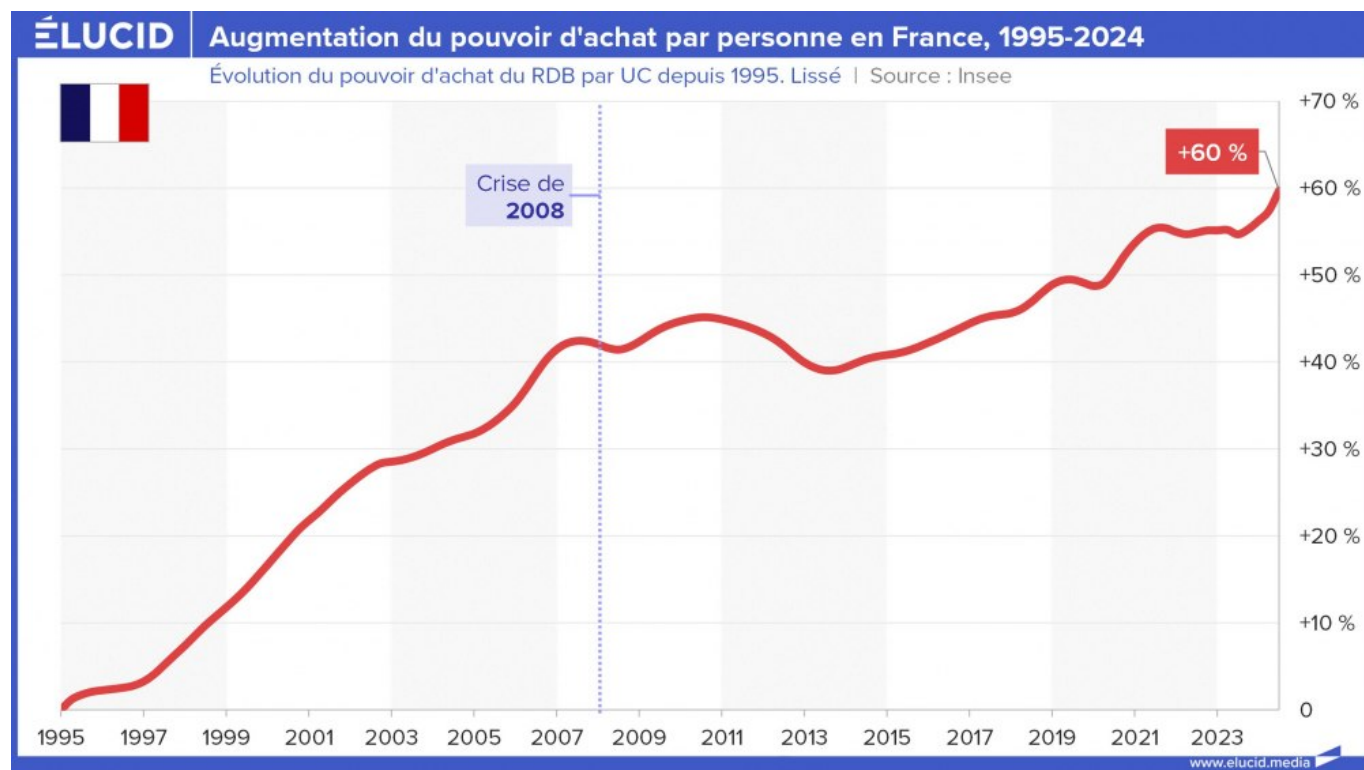


Rappelons que 2022 a été une mauvaise année pour le pouvoir d'achat : selon l'Insee, il n'a augmenté que de +0,3 %, et +0,8 % en moyenne en 2023. **Au vu des écarts de situation personnelle, beaucoup de Français ont donc vu leur pouvoir d'achat réel reculer depuis 2 ans.** Le rebond de début 2024 n'est pas de nature à changer notablement la situation financière de la majorité d'entre eux.



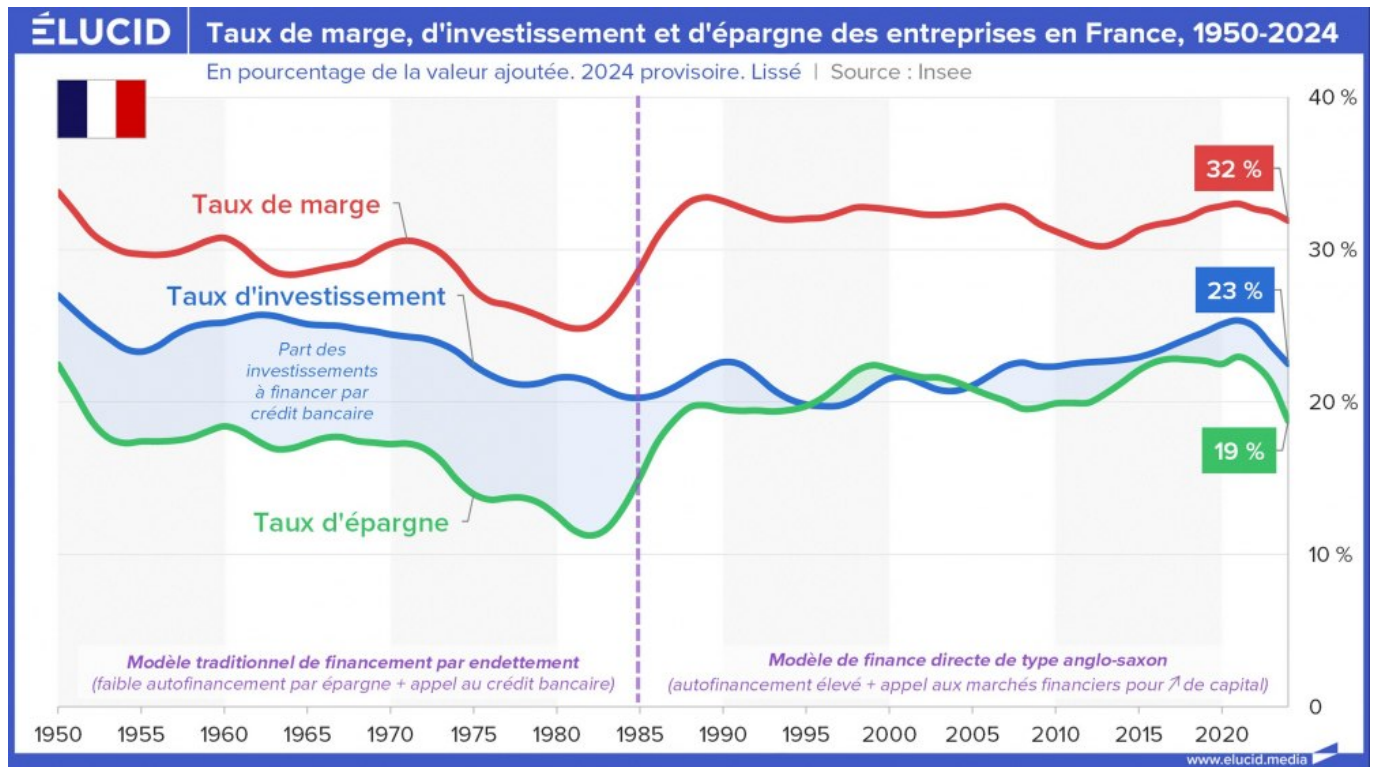
La croissance du pouvoir d'achat sur moyenne période est donc très faible, d'environ +0,5 % par

an depuis 2020, tout en sachant que **ce résultat médiocre** (trois fois plus faible que dans les années 2000) **a été atteint au prix d'un énorme endettement public, de subventions aux grandes entreprises, d'une forte baisse des taux et d'une gigantesque création monétaire par la banque centrale**. Sans tout ceci, il est certain que le pouvoir d'achat aurait fortement diminué.

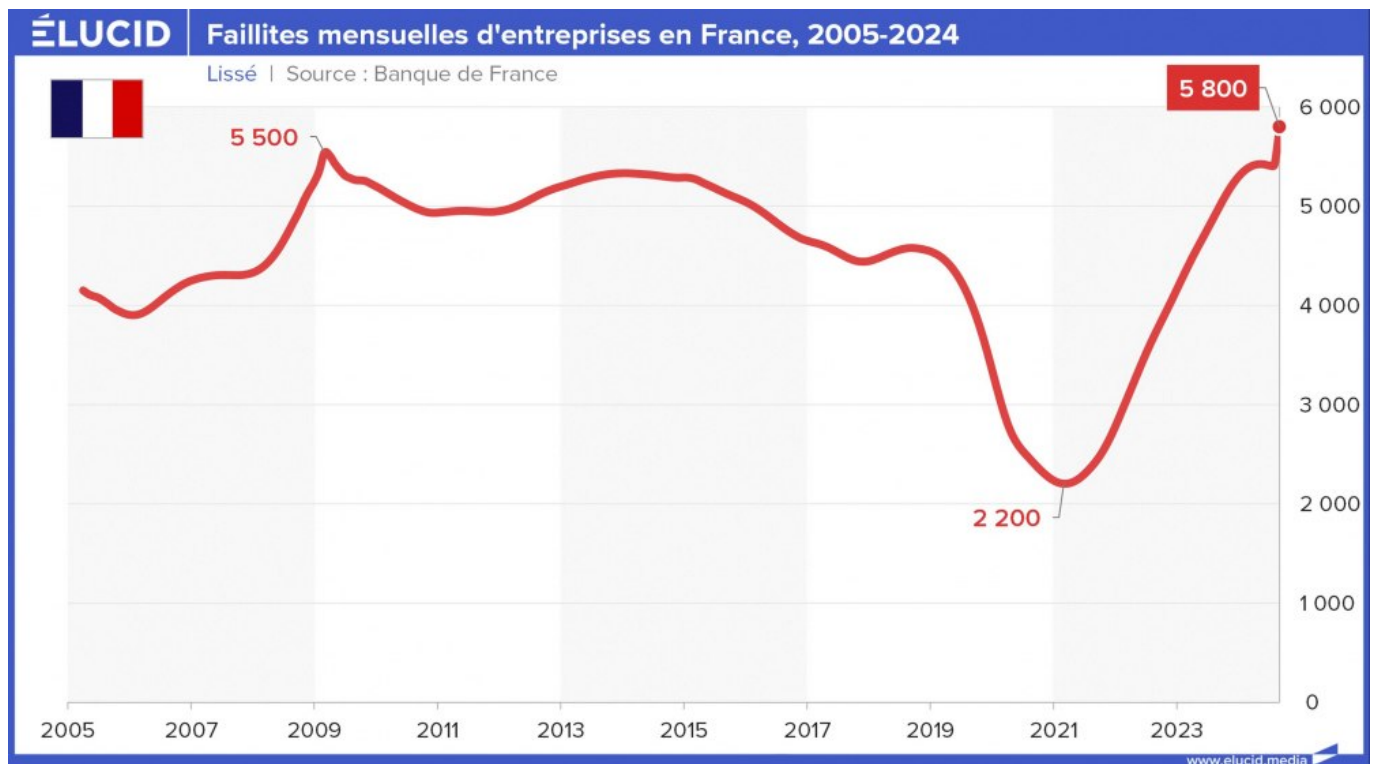


En réalité, **la crise de 2008 a mis un brutal coup d'arrêt à la croissance de l'économie**, et de nombreux expédients coûteux ont été utilisés depuis lors pour tenter de retrouver « *l'économie d'avant* », sans aucun succès réel. La poursuite de la cessation progressive de ces expédients en 2024 (par la baisse des déficits publics, qui poursuivront le choc entamé avec la hausse des taux survenue en 2022) est en train de le démontrer.

Terminons par un mot sur les entreprises. En 2024, le taux de marge des entreprises s'est retourné, et a diminué de 33 % à 31 %, un effet des hausses de prix liées à l'inflation. Les marges ont été absorbées par le paiement d'intérêts supplémentaires suite à la hausse des taux. Au final, le taux d'épargne a fortement baissé, et le taux d'investissement a nettement reculé à 19 %.



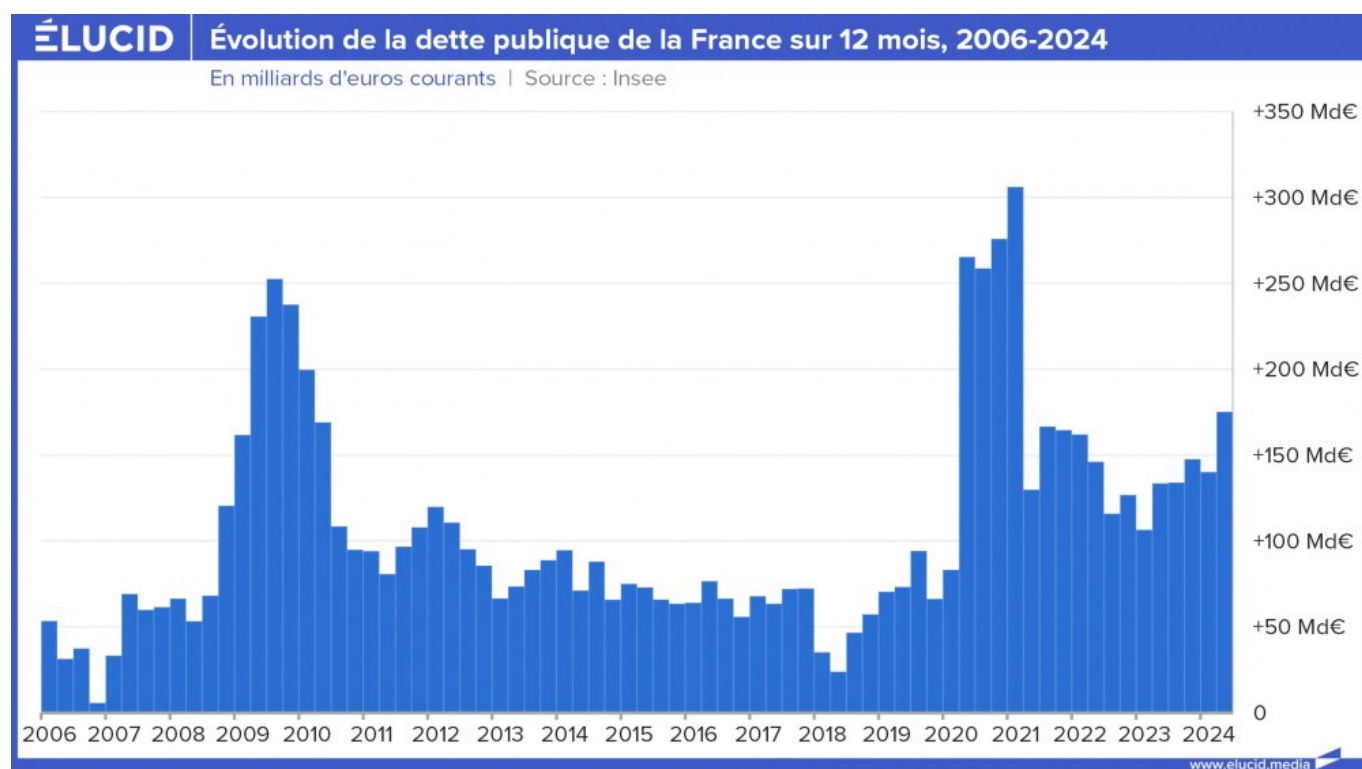
Conséquence hélas logique, **les faillites d'entreprises ont très fortement augmenté**, mais elles partaient de très bas en raison des conséquences du soutien public aux entreprises pendant le Covid. Avec désormais **5 800 entreprises au tapis chaque mois**, ces faillites se situent néanmoins à un niveau historiquement haut.



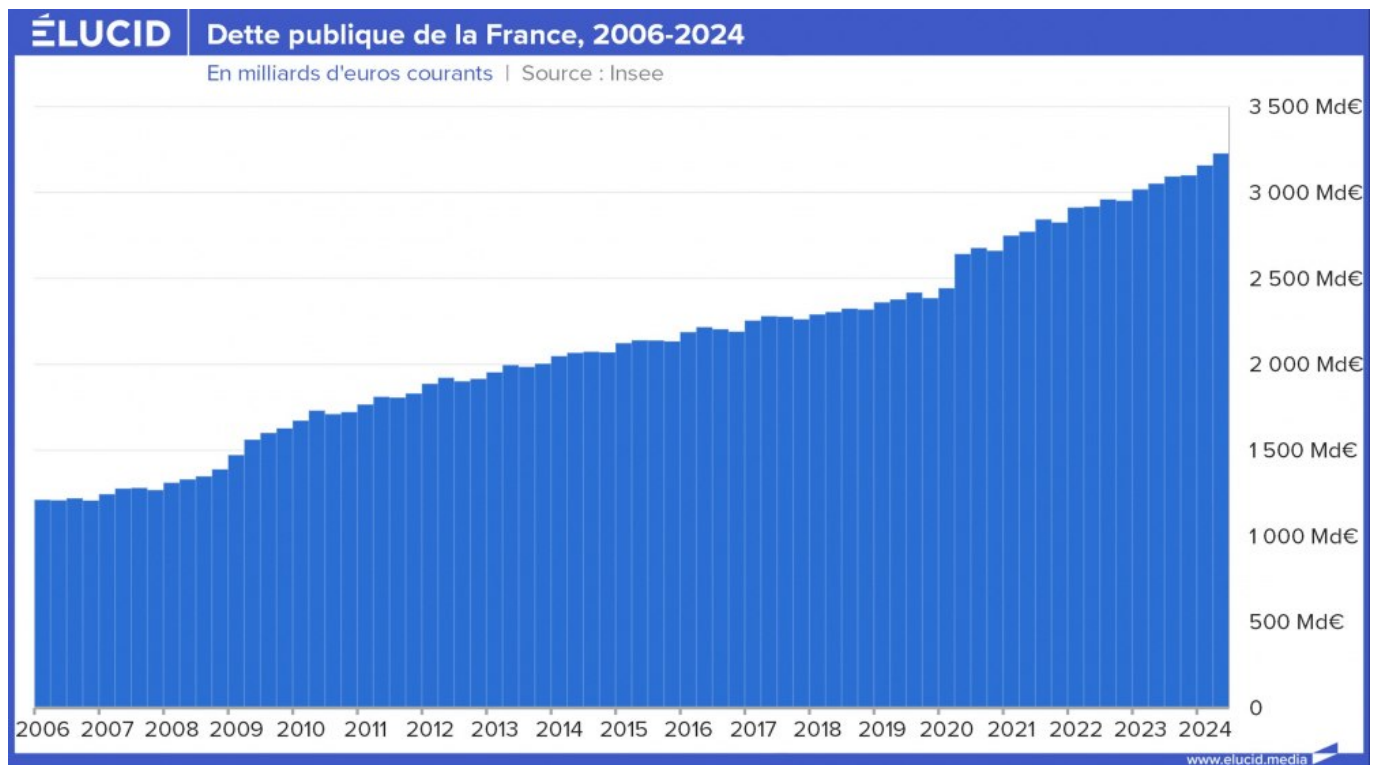
Une telle situation devrait donc témoigner d'un climat économique en crise, et avoir pour conséquence une nette hausse du chômage. Or, nous avons vu dans notre dernière [analyse du](#)

[chômage en France](#) que celui-ci a plutôt tendance à fluctuer autour de l'équilibre. Ceci montre bien que des phénomènes contrariaires sont à l'œuvre pour limiter la hausse du chômage, comme d'ailleurs la récession économique (décroissance).

Et le principal point qui empêche la production économique de baisser, c'est évidemment les déficits publics massifs, que nous avons analysés en détail dans cet article sur [le Budget de l'État en France](#). **Ces déficits soutiennent fictivement l'activité économique, avec en contrepartie une hausse de la dette publique au rythme effrayant de près de 180 Md€ par an.** Rappelons que l'Impôt Sur la Fortune (ISF) supprimé par Macron, qui a tant fait parler, représentait 3 Md€ par an.



Dès lors, la dette, qui a dépassé les 3 000 Md€ début 2023, s'approche déjà des 3 300 Md€...



Cependant, ce jeu assez pervers touche à sa fin : le niveau de la dette est tel qu'il ne peut plus se poursuivre sans devenir vraiment dangereux. De nombreuses cordes de rappel vont donc pousser à une réduction drastique du déficit public, soit la béquille de notre très faible croissance. **Cette béquille budgétaire a été rendue nécessaire par l'existence de l'euro, dont elle a tenté de compenser les effets néfastes sur la compétitive de nos entreprises par une multiplication des aides aux entreprises.** Mais nous en reparlerons à l'avenir.

La conclusion est que, privée de béquille, **notre économie boiteuse ne va plus pouvoir avancer à un rythme satisfaisant pour les citoyens, qui vont souffrir de plus en plus du néolibéralisme européen, sous pression de Bruxelles et des marchés financiers.** Les années à venir sont donc porteuses d'importants risques sociaux et donc politiques.

En attendant, il est probable que 2025 soit une année assez difficile économiquement et socialement. Nous ferons donc de notre mieux pour vous informer sur ces sujets.

Ce qu'il faut retenir

Le PIB a légèrement augmenté de +0,4 % au 3^e trimestre 2024, principalement en raison du secteur public et de la consommation de services par les ménages, en partie causé par les Jeux olympiques (effet qui ne reproduira donc pas au dernier trimestre). Sur un an, le niveau de la croissance n'est que de **+1,2 %**, et la croissance par habitant de **+0,9 %**.

Dans notre système économique actuel, la faible croissance entraîne de faibles revenus. En conséquence, le pouvoir d'achat par personne n'a augmenté que de **+0,3 % en 2023**, mais il a été investi dans de l'épargne supplémentaire. Par ailleurs, ces chiffres sont des moyennes nationales, les classes moyennes et défavorisées ont évidemment davantage souffert.

Le pouvoir d'achat est à la traîne depuis au moins quatre ans, bien que le véritable point de départ soit la crise de 2008. Les augmentations de pouvoir d'achat survenues depuis lors doivent être mises en parallèle des soutiens hors normes réalisés depuis : déficits publics, création monétaire, baisse des taux. La fin annoncée des soutiens publics à l'économie va sans doute montrer que la crise de 2008 n'a en fait jamais été surmontée, et que notre modèle économique est à bout de souffle.

Cette analyse graphique originale d'Olivier Berruyer pour Éluclid est une mise à jour de notre suivi régulier et actualisé des grands indicateurs économiques.